

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

La mort de Lénine (*Boris Souvarine*). — Le « Cours nouveau » du Parti bolchevik : La Question des Générations du Parti (*L. Trotsky*). Les vieux et les jeunes (*A. Lozovsky*). Plus près de la classe ouvrière (*N. Kroupskaïa*). — Pages de la vie de Trotsky (*L. Trotsky*). —

Un Koltchak en Allemagne (*A. Thalheimer*). — La Retraite d'Octobre en Allemagne. Notre recul (*G. ...*). — Rencontre avec Plekhanov (*A. Loun ...*). — A la veille de la Révolution (*G. ...*). — Ce que disent les militants. — Bibliothèque communiste.

LA MORT DE LÉNINE

NOTRE maître, notre guide, Lénine n'est plus. Bien que depuis longtemps préparé à l'événement terrible, bien que hanté de l'obsession d'un tel malheur imminent, nous sommes encore sans force pour le commenter, après quelques jours de deuil seulement. La mort de Jaurès, celle de Karl et de Rosa, étaient pour tout révolutionnaire d'inguérissables blessures. La mort de Lénine sera la douleur sans fin des hommes de plusieurs générations, combattants de la révolution prolétarienne.

Lénine, on l'a dit souvent, c'est Marx resuscité. Comme Marx en son temps, il était à la fois le théoricien et le praticien du mouvement ouvrier contemporain. Il s'était assimilé complètement l'œuvre de Marx et il l'accroissait sans cesse des fruits de ses travaux menés selon la méthode de son maître. Par ses études économiques, par son interprétation des faits, par sa clairvoyance politique, par ses vues d'organisation, par sa souplesse factique, par son réalisme et son irréductibilité révolutionnaires, Lénine a vraiment *continué*

Marx, que de savants disciples à la Kautsky n'ont su que commenter, annoter, puis stériliser.

La preuve vivante de la filiation intime reliant Lénine à Marx, c'est l'existence de la troisième Internationale Communiste, si parente de la première *Association Internationale des Travailleurs* par ses traits vitaux, et de son Comité Exécutif qui est comme l'ancien *Conseil général* renouvelé. La vie de Lénine est inséparable de l'existence de l'Internationale Communiste, comme celle de Marx — de l'*Association internationale*. Et le rôle de Lénine a comme caractère dominant *l'universalité* qui caractérise aussi celui de Marx.

Les communistes d'aujourd'hui doivent *tout* à Lénine. Nos lectures, nos études, notre expérience, tout cela ne serait rien sans l'idée directrice, la conception générale que nous devons au fondateur du Parti bolchevik. Certes, nous prétendons être avant tout les héritiers de la pensée de Marx, les seuls marxistes méritant de porter ce nom, car c'est de l'esprit de Marx que nous nous inspirons, non de

la lettre de ses écrits, c'est la flamme du marxisme qui brûle dans l'Internationale communiste tandis que de pseudo-marxistes en délaient les cendres. Mais sans Lénine, le marxisme nous serait devenu, comme aux autres écoles socialistes, un recueil de formules mortes. Sans Lénine, le marxisme privé d'aliment se serait desséché. Le marxisme est une méthode vivante, qui a besoin d'absorber de nouvelles substances, de se vérifier, de s'épurer, de se contrôler sans cesse. Et ce marxisme enrichi des connaissances et des expériences du mouvement ouvrier mondial depuis la mort de Marx, c'est le léninisme, c'est la doctrine de l'Internationale communiste.

Lénine était le marxisme en action. Il n'a vécu, travaillé, lutté, que pour le prolétariat, pour la Révolution. Il jugeait toutes choses — et les gens aussi — d'après le parti qu'on peut en tirer pour faire avancer la révolution d'un pas. Cette tension de toutes ses forces, de toutes ses facultés, vers un but invariable explique la fécondité de l'effort de sa vie, et aussi sa continuité. Les ouvriers russes appelaient Lénine : « l'homme qui n'a jamais varié ». Et ses disciples n'ambitionnent que le même mérite, étant entendu que ce qui ne doit pas varier en nous, c'est notre volonté de mettre tout notre être au service de la cause communiste.

Lénine incarnait l'intransigeance révolutionnaire, l'intransigeance fertile qui trempe les volontés, les garde des faiblesses et des altérations débilantes. C'est lui qui nous a enseigné la nécessité de la scission dans tous les partis où révolutionnaires et réformistes se coudoyaient. Les socialistes impuissants dont il s'était séparé, et dont il nous a aidé à nous séparer dans tous les pays, le traitaient de « sectaire ». C'est grâce à ce sectarisme-là que la « petite secte » bolchevique a conduit à la victoire un peuple de cent cinquante millions d'hommes.

Lénine nous a donné l'exemple d'une vie personnelle absolument subordonnée à l'intérêt de son parti, c'est-à-dire du prolétariat. Il n'était pas de ceux qui fraternisaient dans la vie privée avec ses ennemis de la vie politique. Il était la franchise même, appelait chat un chat et Kautsky un renégat. Grâce à son influence, nous en avons fini avec la cour-

toisie parlementaire, la politesse hypocrite qui pourrissaient les mœurs des militants ouvriers.

Dès les premiers coups de canon de la guerre impérialiste, le chaos européen allait offrir à Lénine la possibilité de donner la mesure de son génie. De suite, il fit une analyse exacte de la situation, vérifiée plus tard, et lança les formules qui devaient s'imposer trois ans après : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, défaite de tous les belligérants, faillite de la II^e Internationale, création d'une nouvelle Internationale communiste. La révolution russe de 1917 lui donna un champ d'action pratique où il se montra le plus grand meneur d'hommes qu'on ait jamais vu. Là encore, il comprit immédiatement la situation, saisit les possibilités, lança les mots d'ordre qui devaient triompher en quelques mois : la terre aux paysans, la paix aux soldats, le pouvoir aux Soviets. C'est ainsi qu'il conduisit le prolétariat russe à la révolution d'octobre.

Les plus grandes difficultés devaient surgir dans la suite, quand la révolution fut menacée de disparaître, la première fois sous les coups de l'impérialisme allemand, la seconde dans le soulèvement des paysans. Dans les deux cas, le danger résidait dans l'illusion de la phrase révolutionnaire, et le salut dans le réalisme sans panache, mais profitable à la révolution. Lénine se montra, là encore, l'homme de la situation : il imposa littéralement la paix de Brest-Litovsk, puis la « nouvelle politique économique », c'est-à-dire les concessions temporaires, les reculs stratégiques nécessaires à la sauvegarde de l'essentiel des conquêtes de la révolution. Ainsi, le père de la République des Soviets en fut aussi par deux fois le sauveur.

L'homme qui a joué un rôle si grandiose est immortel. Sa pensée, son œuvre, son exemple resteront à jamais pour inspirer à des générations entières de disciples les directions de l'effort d'affranchissement du prolétariat.

Le *Bulletin Communiste* est le premier organe qui se soit fait en France l'instrument de propagation des idées de Lénine, qui ait fait pénétrer le léninisme dans la classe ouvrière française. Ce sera l'orgueil de notre vie.

Boris SOUVARINE.

LE « COURS NOUVEAU » DU PARTI BOLCHEVIK

La Question des Générations du Parti

Dans une des résolutions adoptées au cours de la discussion de Moscou, on s'est plaint que la question de la démocratie du Parti se fût compliquée de discussions sur les rapports des générations, d'attaques personnelles, etc. Cette plainte dénote une certaine confusion dans les idées. Attaques personnelles et rapports réciproques des générations sont deux choses tout à fait différentes. Poser maintenant la question de la démocratie sans analyser l'effectif du Parti, au point de vue social comme au point de vue de l'âge et du stage politique, serait la dissoudre dans le vide.

Ce n'est pas par l'effet du hasard que la question de la démocratie s'est posée tout d'abord comme question des rapports des générations entre elles. C'est là le résultat logique de toute l'évolution de notre Parti. On peut schématiquement en partager l'histoire en quatre périodes : a) préparation d'un quart de siècle allant jusqu'à Octobre ; b) Octobre ; c) période consécutive à Octobre ; d) « Cours Nouveau », c'est-à-dire période dans laquelle nous entrons.

Malgré sa richesse, sa complexité et la diversité des étapes franchies, la période antérieure à Octobre, on le constate maintenant, n'était qu'une période préparatoire. Octobre a permis de vérifier l'idéologie et l'organisation du Parti et de son effectif. Par Octobre, nous entendons la période la plus aiguë de la lutte pour le pouvoir, que l'on peut faire commencer approximativement aux thèses d'avril de Lénine et qui se termine par la mainmise sur l'appareil étatique. Quoique n'ayant duré que quelques mois, elle n'est pas moins importante par son contenu que toute la période de préparation qui se mesure par des années et des dizaines d'années. Octobre, non seulement nous a donné une vérification infaillible, unique dans son genre, du passé du Parti, mais est devenu lui-même une source d'expérience pour l'avenir. C'est par Octobre que le Parti a pu, pour la première fois, s'apprécier à sa juste valeur. La conquête du pouvoir fut suivie d'une croissance rapide, même anormale, du Parti, qui attira à lui non seulement des travailleurs peu conscients, mais encore certains éléments nettement étrangers à son esprit : fonctionnaires, carriéristes et politiciens. Dans cette période chaotique, il ne conserva sa nature bolcheviste que grâce à la dictature intérieure de la vieille garde, dont l'épreuve avait été faite en Octobre. Dans les questions plus ou moins importantes, tous les nouveaux membres acceptaient alors presque sans conteste la direction de l'ancienne génération. Les arrivistes considéraient cette docilité comme le meilleur moyen d'asseoir leur situation dans le Parti. Mais leurs calculs furent déjoués. Par une épuration rigoureuse de ses propres rangs, le Parti se débarrassa d'eux. Son effectif diminua, mais sa conscience augmenta. Cette vérification de soi-même, cette épuration, firent que le Parti d'après Octobre se sentit pour la première fois une collectivité dont la tâche n'était pas simplement de se laisser diriger par la vieille garde mais d'examiner et de décider elle-même les questions essentielles de la politique. En ce sens, l'épuration et la période critique qui lui est liée sont en quelque sorte la préparation à ce revirement profond qui se manifeste maintenant dans la vie du Parti et entrera vraisemblablement dans son histoire sous le nom de « Cours Nouveau ».

Il est une chose dont il faut bien se rendre compte : l'essence des dissentiments et des difficultés actuelles ne réside pas dans le fait que les « secrétaires » ont sur certains points forcé la note et qu'il faut les rappeler à l'ordre, mais dans le fait que l'ensemble du Parti se dispose à passer à un stade historique plus élevé. La masse des communistes dit en quelque sorte aux dirigeants : « Vous avez, camarades, l'expérience d'avant-Octobre, qui manque à la plupart d'entre

nous ; mais sous votre direction, nous avons acquis après Octobre une expérience qui devient de plus en plus considérable. Et nous voulons non seulement être dirigés par vous, mais participer avec vous à la direction du prolétariat. Nous le voulons, non seulement parce que c'est notre droit à nous, membres du Parti, mais aussi parce que c'est absolument nécessaire pour le bien de la classe ouvrière. Sans notre expérience, à nous qui sommes à la base du Parti, expérience dont il ne doit pas être simplement tenu compte dans les sphères dirigeantes, mais qui doit être introduite par nous-mêmes dans la vie du Parti, l'appareil dirigeant se bureaucratise, et nous, communistes du rang, nous ne nous sentons pas suffisamment armés idéologiquement devant les sans-parti ».

Le revirement actuel est, comme je l'ai dit, le résultat de toute l'évolution antérieure. Des processus moléculaires invisibles au premier abord, dans la vie et la conscience du Parti, le préparaient déjà depuis longtemps. La crise de la vente a donné une forte impulsion à la pensée critique. L'approche des événements d'Allemagne a mis en branle le Parti. C'est à ce moment précisément qu'est apparu avec une netteté particulière le fait que le Parti vit en quelque sorte dans deux étages : l'étage supérieur, où l'on décide, et l'étage inférieur où l'on ne fait que prendre connaissance des décisions. Néanmoins, la révision critique du régime intérieur du Parti fut ajournée par l'attente amoureuse du dénouement, prochain semblait-il, des événements d'Allemagne. Lorsqu'il s'avéra que ce dénouement était retardé par la force des choses, le Parti mit à l'ordre du jour la question du « Cours Nouveau ».

Comme il arrive fréquemment dans l'histoire, c'est pendant ces derniers mois précisément que l'appareil manifesta ses traits les plus négatifs et les plus intolérables : isolement de la masse, suffisance bureaucratique, dédain complet de l'état d'esprit, des pensées et des besoins du Parti. Imprégné de bureaucratisme, il repoussa dès le début, avec une violence hostile, les tentatives de mettre à l'ordre du jour la question de la révision critique du régime intérieur du Parti. Cela n'est pas dire, certes, qu'il se compose uniquement d'éléments bureaucratiques, ni à plus forte raison de bureaucrates avérés et incorrigibles. La période critique actuelle, dont ils s'assimileront le sens, apprendra beaucoup à la majorité de ses membres et les fera renoncer à la plupart de leurs erreurs. Le regroupement idéologique organique qui surgira du revirement actuel aura, en fin de compte, des conséquences bienfaisantes pour la masse des communistes ainsi que pour l'appareil. Mais, dans ce dernier, tel qu'il est apparu au seuil de la crise actuelle, le bureaucratisme avait atteint un développement excessif, véritablement alarmant. Et c'est ce qui donne au regroupement idéologique de l'heure présente un caractère si aigu qu'il inspire des craintes légitimes.

Ainsi, il y a deux ou trois mois, le seul fait de signaler le bureaucratisme de l'appareil, l'autorité excessive des comités et des secrétaires, était accueillie chez les représentants responsables de l'« Ancien Cours », dans les organisations centrales locales, par des haussements d'épaules ou des protestations indignées. Les nominations comme système ? De l'imagination pure ! Le formalisme, le bureaucratisme ? Des inventions, de l'opposition uniquement pour le plaisir de faire de l'opposition, etc. Ces camarades, en toute sincérité, ne remarquaient pas le danger bureaucratique qu'ils représentent eux-mêmes. Ce n'est que sous la pression de la base qu'ils commencèrent peu à peu à reconnaître qu'il y avait en effet des manifestations de bureaucratisme, mais seulement dans certaines régions et districts, que d'ailleurs ce n'était là qu'une déviation pratique de la ligne droite, etc. D'après eux,

le bureaucratisme n'était qu'une survivance de la période de guerre, c'est-à-dire un phénomène en voie de disparition. Inutile de dire combien cette conception des choses et cette explication sont fausses. Le bureaucratisme n'est pas un trait fortuit de certaines organisations provinciales, mais un phénomène général. Il ne va pas du district à l'organisation centrale par l'intermédiaire de l'organisation régionale, mais bien plutôt de l'organisation centrale au district par l'intermédiaire de l'organisation régionale. Il n'est nullement une « survivance » de la période de guerre ; il résulte de ce que l'on a transféré dans le Parti les méthodes et les procédés administratifs accumulés pendant ces dernières années. Quelque exagérées que fussent parfois les formes qu'il revêtait, le bureaucratisme de la période de guerre n'était qu'un jeu d'enfant en comparaison du bureaucratisme actuel qui s'est développé en temps de paix alors que l'appareil, malgré la croissance idéologique du Parti, continuait obstinément à penser et à résoudre pour ce dernier.

Partant, la résolution unanime du C. C. sur l'organisation du Parti a, au point de vue principe, une importance immense dont le Parti doit nettement se rendre compte. Il serait indigne, en effet, de considérer que le sens profond des décisions prises se réduise à des modifications techniques dans l'organisation, que l'on veuille se borner à réclamer des secrétaires et des comités plus de « douceur », plus de « sollicitude » envers la masse. La résolution du C. C. parle de « Cours Nouveau ». Le Parti se prépare à entrer dans une nouvelle phase de développement. Certes, il ne s'agit pas de briser les principes d'organisation du bolchevisme, comme d'aucuns tentent de le faire croire, mais de les appliquer aux conditions de la nouvelle étape du Parti. Il s'agit avant tout d'instaurer des rapports plus sains entre les anciens cadres et la majorité des membres qui sont venus au Parti après-
Octobre.

La préparation théorique, la trempe révolutionnaire, l'expérience politique représentent notre capital fondamental, dont les principaux détenteurs sont les anciens cadres du Parti. D'autre part, le Parti est essentiellement une organisation démocratique, c'est-à-dire une collectivité qui, par la pensée et la volonté de tous ses membres, détermine sa voie. Il est clair que, dans la situation compliquée de la période immédiatement consécutive à Octobre, le Parti se frayait la voie d'autant mieux qu'il utilisait plus complètement l'expérience accumulée par l'ancienne génération, aux représentants de laquelle il confiait les postes les plus importants dans l'organisation. D'autre part, le résultat de cet état de choses a été que, jouant le rôle de directeur du Parti et absorbée par les questions d'administration, l'ancienne génération s'est habituée et s'habitue à penser et à résoudre pour le Parti, met au premier plan pour la masse communiste des méthodes purement scolaires, pédagogiques de participation à la vie politique : cours d'instruction politique élémentaire, vérification des connaissances de ses membres, écoles du Parti, etc. De là, le bureaucratisme de l'appareil, son isolement de la masse, sa vie intérieure à part, en un mot, tous les traits qui constituent le côté profondément négatif de l'ancien cours. Le fait que le Parti vit dans deux étages séparés comporte de nombreux dangers, dont j'ai parlé dans ma lettre sur les vieux et les jeunes. (Par « jeunes », j'entends évidemment non pas simplement les étudiants, mais toute la génération venue au Parti après Octobre, et en premier lieu les cellules d'usines).

Comment se manifestait le malaise de plus en plus accusé du Parti ? En ce que la majorité de ses membres se disait : « Que l'appareil pense et décide bien ou mal, toujours est-il qu'il pense et décide trop souvent sans nous et pour nous. Lorsqu'il nous arrive de manifester de l'incompréhension, du doute, d'exprimer une objection, une critique, on nous rappelle à l'ordre, à la discipline ; le plus souvent, on nous accuse de faire de l'opposition ou même de vouloir constituer des fractions. Nous sommes dévoués au Parti jusqu'à la corde et prêts à tout sacrifier pour lui. Mais nous voulons participer activement et consciemment à l'élaboration de son opinion et à la détermination de ses voies d'action. Les premières manifestations de cet état d'esprit ont indubitablement passé inaperçues de

l'appareil dirigeant qui n'en a pas tenu compte, et ça a été là une des principales causes des groupements, dont il ne faut pas, certes, s'exagérer l'importance, mais dont on ne saurait non plus méconnaître la portée et qui doivent être pour nous un avertissement.

Le danger capital de l'ancien cours, résultat de causes historiques générales ainsi que de nos fautes particulières, est que l'appareil manifeste une tendance progressive à opposer quelques milliers de camarades formant les cadres dirigeants au reste de la masse qui n'est pour eux qu'un objet d'action. Si ce régime persistait, il menacerait de provoquer, à la longue, une dégénérescence du Parti à ses deux pôles, c'est-à-dire parmi les jeunes et parmi les cadres. En ce qui concerne la base prolétarienne du Parti, les cellules d'usines, les étudiants, etc., le péril est clair. Ne se sentant pas participer activement au travail général du Parti et ne voyant pas leurs aspirations satisfaites, de nombreux communistes chercheraient un surcroît d'activité sous forme de groupements et de fractions de toute sorte. C'est dans ce sens précisément que nous parlons de l'importance symptomatique de groupements comme le « groupe ouvrier ».

Mais, non moins grand est, à l'autre pôle, le danger de ce régime qui a trop duré et qui est devenu pour le Parti synonyme de bureaucratisme. Il serait ridicule de ne pas comprendre ou de ne pas vouloir voir que l'accusation de bureaucratisme formulée dans la résolution du C. C. est dirigée contre les cadres du Parti. Il ne s'agit pas de déviations pratiques isolées de la ligne idéale, mais de la politique générale de l'appareil, de sa tendance bureaucratique. Le bureaucratisme comporte-t-il un danger de dégénérescence ? Aveugle qui le nierait. Dans son développement graduel, la bureaucratisation menace de détacher les dirigeants de la masse, de les amener à concentrer leur attention uniquement sur les questions d'administration, de nominations, de rétrécir leur horizon, d'affaiblir leur sens révolutionnaire, c'est-à-dire de provoquer une dégénérescence plus ou moins opportuniste de la vieille garde, ou tout au moins d'une partie considérable de cette dernière. Ces processus se développent lentement et presque insensiblement, mais se révèlent brusquement. Pour voir dans cet avertissement basé sur la prévision marxiste objective un « outrage », un « attentat », etc., il faut vraiment la susceptibilité ombrageuse et la morgue des bureaucrates.

Mais, effectivement, le danger d'une telle dégénérescence est-il grand ? Le fait que le Parti a compris ou senti ce danger et a cherché à y remédier — ce qui a provoqué en particulier la résolution du Bureau Politique — atteste sa vitalité profonde et, par là-même, dévoile les sources puissantes d'antidote dont il dispose contre le poison bureaucratique. Là est la principale garantie de sa conservation en tant que Parti révolutionnaire. Mais si l'ancien cours cherchait à se maintenir à tout prix par la compression, la sélection de plus en plus artificielle, l'intimidation, en un mot par des procédés sur la méfiance envers le Parti, le danger effectif de dégénérescence d'une partie considérable des cadres augmenterait inévitablement. Le Parti ne peut vivre uniquement sur les réserves du passé. Il suffit que le passé ait préparé le présent. Mais il faut que le présent soit idéologiquement et pratiquement à la hauteur du passé pour préparer l'avenir. La tâche du présent est de déplacer le centre de l'activité vers la base.

Mais, dira-t-on peut-être, ce déplacement du centre de gravité ne s'effectue pas d'un seul coup ; le Parti ne peut « mettre au rancart » l'ancienne génération et vivre immédiatement d'une nouvelle vie. Il n'est guère la peine de s'arrêter sur cet argument, d'une démagogie assez sotte. Vouloir mettre au rancart l'ancienne génération serait de la folie. Ce qu'il faut, c'est que cette ancienne génération précisément change d'orientation et, par là même, assure à l'avenir la prépondérance de son influence sur toute l'activité autonome du Parti. Il faut qu'elle considère le « Cours Nouveau » non pas comme une manœuvre, un procédé diplomatique ou une concession temporaire, mais comme une nouvelle étape dans le développement politique du Parti, et cela pour le plus grand profit de la génération dirigeante et de l'ensemble du Parti.

L. TROTSKY.

Les Vieux et les Jeunes

La question des rapports entre l'ancienne et la nouvelle génération est l'une des principales de la discussion de notre parti. Elle n'a pas été jusqu'à présent, me semble-t-il, posée d'une façon tout à fait juste. S'il ne s'agissait que d'une question d'âge, elle serait décidée en un clin d'œil, car il est évident que les jeunes doivent en fin de compte remplacer les vieux. Dans une dizaine d'années, l'ancienne génération disparaîtra et sera remplacée par la nouvelle. C'est une vérité évidente. S'il s'est élevé une discussion à ce sujet, c'est parce qu'il s'agit non pas de l'âge, non pas de la disparition physique de l'ancienne génération, mais de la nécessité de rajeunir politiquement le parti. Seulement posée ainsi, la question a un sens et mérite qu'on prenne part à sa discussion.

Pour mettre le plus possible en lumière les bases et les limites de la discussion, voyons comment la question se pose dans les partis communistes d'Occident. En quoi consiste la faiblesse de nos partis des autres pays ? En ce qu'ils ont presque tous surgi après la guerre et représentent un mélange de courants idéologiques différents.

On en trouve un exemple frappant en France où le parti communiste est sorti de l'ancien parti socialiste. Le P.C.F. comprend d'anciens jauréssistes, guesdistes, blanquistes, anarcho-syndicalistes, ainsi que la jeunesse d'après-guerre. Ces idéologies politiques diverses ne se sont pas encore fondues complètement dans le creuset du communisme. Le parti français ne se rattache pas à une souche unique d'avant-guerre dont procéderait tout le développement ultérieur de son organisme, et chaque fois que surviennent de nouvelles circonstances politiques, chaque fois que le parti doit franchir un tournant ou s'orienter rapidement dans une situation nouvelle, son défaut de cohésion idéologique se fait sentir ; on constate qu'il lui manque le noyau intérieur qui lui permettrait d'élaborer et de consolider sa ligne tactique. Il y a un an, notre parti français a subi une scission ; néanmoins, par suite de la diversité de formation de ses cadres dirigeants, diversité provenant de leur origine même, de nouvelles scissions vers le réformisme ou l'anarchisme sont encore possibles.

Pour montrer combien l'origine du noyau fondamental du parti influe sur l'avenir de celui-ci, il suffira de prendre un exemple. Dans le P.C.F. il est beaucoup d'excellents camarades qui se révoltent lorsqu'ils entendent dire que Jaurès était un opportuniste achevé. Ils veulent voir en Jaurès un des fondateurs du communisme. Dans une série de questions (front unique, mouvement syndical, question coloniale, etc.) se manifestent, de jour en jour plus faiblement il est vrai, l'influence du passé et l'absence d'un noyau communiste fondamental doué d'une longue expérience marxiste révolutionnaire.

Il en est de même en Italie. Le P. C. est sorti du parti socialiste où l'aile marxiste était loin d'être forte. Après la guerre, il s'est assimilé une certaine quantité d'éléments anarchistes et syndicalistes, ce qui a influé également sur son développement. Ce parti a été en proie aux hésitations ; sa tactique n'est pas suffisamment souple ; il y règne un certain sectarisme, un certain rationalisme théorique dans la solution des questions politiques ; il ne montre pas une souplesse suffisante dans la situation extrêmement complexe où se trouve l'Italie.

La crise du parti norvégien, qui a amené la scission de la majorité sur la question de l'autonomie à l'égard de l'Internationale Communiste, ainsi que la crise du parti suédois qui a inopinément proclamé le mot d'ordre de la non-intervention du parti dans la question de la religion, puis a soutenu la politique anticommuniste de Tranmæl, ne font que confirmer les faits que nous venons d'établir.

En Allemagne même, où nous avons un grand parti communiste avec de fortes traditions marxistes, la situation sous ce rapport n'est pas entièrement favorable. Le mouvement ouvrier allemand a eu, avant

et pendant la guerre, une gauche dans la social-démocratie (Kautsky, Rosa Luxembourg, Liebknecht, Mehring, etc.) ; néanmoins, les « radicaux » n'ont jamais abandonné le Parti, et, par suite de la forte discipline intérieure du Parti, n'ont jamais pu former une gauche nettement accusée.

Ce n'est qu'à la fin de la guerre que le communisme se constitue idéologiquement d'une façon nette, avec la création du groupe Spartacus. Ce groupe ne fut au début qu'une petite organisation. Après la scission des Indépendants, il vit affluer à lui des centaines de milliers d'ouvriers. Ceux-ci avaient passé par l'école de la social-démocratie, s'étaient formés dans les organisations social-démocrates ; par suite, ils en introduisirent l'idéologie et les méthodes dans le Parti Communiste. Le cours des événements, l'exacerbation de la lutte les poussaient à une tactique révolutionnaire active. Néanmoins, on sentait parmi eux l'absence d'une longue préparation, l'absence du noyau fondamental capable d'éduquer dans l'action politique les masses qui ne cessaient de renforcer le Parti.

Le développement furieux des événements montra l'insuffisance de souplesse et de cohésion intérieure du Parti. A l'heure actuelle, celui-ci traverse une crise profonde. Sous l'influence des premiers succès inévitables dans la révolution, il s'est constitué dans son sein une opposition qui le menace d'une scission. Une certaine instabilité, une vision insuffisamment claire des voies et méthodes de lutte se manifestent maintenant dans le Parti. Quelle en est la raison ? Il faut la chercher non pas dans l'âge des dirigeants, mais dans le fait que les ordres fondamentaux du Parti n'ont pas eu, avant et pendant la guerre, une expérience suffisante de la direction communiste.

Quelque parti que nous prenions en Europe occidentale ou en Amérique, le tableau est le même. Partout, le Parti a rassemblé autour de lui une petite fraction active, mais encore insuffisamment expérimentée de la classe ouvrière ; de là des fluctuations et un manque de fermeté dans la conduite. C'est dans une lutte de classe acharnée que les jeunes partis grandissent et s'affermissent.

Je n'ai nullement voulu reprocher à nos partis frères les difficultés qu'ils traversent. Ces difficultés dépendent des conditions objectives, et nous savons parfaitement qu'en France aussi bien qu'en Allemagne, en Italie et ailleurs, il est une quantité suffisante de camarades qui font tous leurs efforts pour combler cette lacune historique et qu'ils y arriveront rapidement.

*
**

Ainsi donc, la faiblesse relative du mouvement communiste d'Occident s'explique par la jeunesse des Partis communistes qui n'ont pu avant la guerre accumuler un capital politique d'expérience dont ils recueilleraient à l'heure actuelle les intérêts. Sous ce rapport, le Parti Communiste russe se trouve dans une situation extrêmement favorable. Ce n'est pas un fait du hasard que le Parti bolchevik, avec toutes ses ramifications, s'est pendant la guerre rangé sous le drapeau de l'internationalisme. Par ce fait, notre Parti se distingue des autres partis communistes qui, dans les premières années de la guerre, n'existaient encore qu'à l'état embryonnaire. Si notre Parti a été unanime dans son attitude envers la guerre, c'est parce que, avant la guerre déjà, il était une organisation avec une idéologie et une politique nettement déterminées. C'est ce qui explique également sa victoire d'Octobre. Dans d'autres pays également (Allemagne, Italie), il y a eu des situations révolutionnaires, mais nulle part y a eu l'expérience politique, l'organisation nécessaire pour les utiliser. C'est pourquoi le P. C. R. joue un rôle de premier plan dans l'Internationale Communiste.

Passons maintenant à notre discussion. C'est par le camarade Stoukov que la question a été le plus nettement formulée. Pour réaliser une nouvelle ligne, a-t-il dit, il faut de nouveaux hommes. Il a posé la question politiquement. Les destitutions en bloc, l'épuration de nos cadres, est-ce là une question politique ou une question d'organisation? Les anciens bolcheviks savent parfaitement qu'il n'y a pas de questions qui soient purement et simplement d'organisation. L'organisation est une question politique, la réalisation d'une politique déterminée, et ceux qui posent la question des vieux et des jeunes, de la destitution en bloc des cadres, posent par là-même celle d'une épuration politique, d'une nouvelle ligne politique, du rajeunissement politique du Parti.

Mais ce n'est pas tout. L'opposition des jeunes aux vieux a une raison d'être à condition qu'elle ne porte pas sur l'âge. Il ne s'agit pas de remplacer les uns par les autres et d'attirer les jeunes énergies au travail du Parti et à l'organisation de l'Etat. Là n'est pas le nœud de la question. Un orateur de la cellule de l'Université Sverdlov a formulé à peu près ainsi les idées de ceux qui opposent les jeunes aux vieux : « Il faut, a-t-il dit, renoncer aux anciennes méthodes bolchevistes. » Il ne s'agit donc pas de la relève des vieux par les jeunes, mais de la renonciation à l'ancienne ligne bolcheviste, c'est-à-dire à ce qui a fait et fait encore la force du Parti.

En effet, en quoi réside la différence fondamentale entre le P. C. R. et les autres partis communistes? Notre Parti, lui aussi, a absorbé un grand nombre d'éléments des autres partis. Nous avons dans nos rangs des hommes qui étaient autrefois des anarchistes, des maximalistes, des s.-r. de droite et de gauche, des mencheviks, des Bundistes, des internationalistes, etc., etc., mais tous ces éléments se sont fondus dans notre Parti qui a pu se les assimiler uniquement parce qu'il avait des cadres nettement constitués depuis longtemps, et suffisamment stables pour entraîner à leur suite les éléments venus des autres partis, ainsi que la classe ouvrière tout entière.

Au cours d'une discussion Radek a dit que le P. C. R. avait absorbé l'expérience de toute l'Internationale. Il l'a absorbée, il est vrai, mais il l'a élaborée à sa manière, il se l'est assimilée, et c'est là l'important. Il ne suffit pas de dire que le bolchevisme a absorbé l'expérience de l'Internationale; les autres partis aussi l'ont absorbée. Pourquoi donc le P. C. R. est-il le centre d'attraction de tous les partis communistes? Parce que nous avons élaboré cette expérience à notre manière, à la manière bolcheviste, que nous en avons retiré le plus précieux, et c'est là le mérite fondamental de nos anciens cadres. Or, l'opposition des vieux et des jeunes est dirigée contre le bolchevisme

historique qui a créé, organisé et dirigé non seulement notre Parti, mais tout le prolétariat russe.

Dans la discussion, il a été proféré beaucoup de paroles violentes. Je ne crois pas que des épithètes de cochers à l'ancienne génération puissent émouvoir aucun bolchevik. L'expression même de Riazanov (« vieux imbéciles »), ne troublera personne, non seulement parce qu'on connaît la vivacité de Riazanov, mais parce que les bolcheviks ne se sont jamais laissés émouvoir par des expressions violentes de polémique. Ce qui les intéresse, ce n'est pas la forme, mais le fond; or, dans cette discussion, le fond est de nature à faire réfléchir l'ancienne, mais aussi la nouvelle génération.

Il s'agit en l'occurrence de l'expérience accumulée pendant de longues années; il s'agit du matériel marxiste révolutionnaire exceptionnellement précieux que notre jeune génération ne possède pas encore. Mais il existe un danger de dégénérescence, dit-on aux assemblées et dans la presse. Certes, les dégénérescences individuelles sont toujours possibles, mais est-ce de cela que l'on parle? Dans toute cette polémique, il s'agit de la dégénérescence en bloc des anciens cadres, c'est-à-dire de l'ancien populisme. Or, je l'affirme, la dégénérescence de l'ancien bolchevisme est impossible. Voilà pourquoi toutes les recettes que l'on nous offre pour le rajeunissement politique du Parti doivent être résolument repoussées.

*
**

Notre polémique, que nous menons vigoureusement, sans détours, à la manière bolcheviste, remplit d'une joie mauvaise nos ennemis de classe. Les s.-r. se frottent les mains et citent soigneusement tous les mots violents, toutes les expressions acerbes qui nous échappent. Les hommes d'Etat des pays bourgeois, eux aussi, s'intéressent vraisemblablement à notre discussion. Nous ne connaissons pas exactement leur opinion, mais il s'en trouvera certainement parmi eux qui diront : « Enfin, les bolcheviks commencent à se désagréger! » Nos ennemis espèrent pouvoir, à la faveur de la discussion, pousser une pointe contre nous. Nos ennemis de classe connaissent suffisamment l'histoire des révolutions passées. Ils savent que la lutte des fractions dans le club des Jacobins a conduit au 9 thermidor. Ils espèrent que, vieux et jeunes, nous serons assez stupides pour nous engager dans cette voie. Mais que les mencheviks et les s.-r. qui fournissent leurs matériaux aux diplomates bourgeois contre la Russie des Soviets renoncent à leur rêve. Grâce à ses anciens et nouveaux cadres, et aux vieilles traditions bolchevistes, le Parti sortira de la discussion encore plus fort qu'il n'y est entré.

A. LOZOVSKY.

Plus près de la Classe Ouvrière

Parlant de la composition sociale de notre Parti, Trotsky, dans son article : *Le Cours Nouveau*, a signalé qu'un sixième seulement de l'effectif du P. C. travaille à l'établi.

Un parti qui ne compte qu'un sixième d'ouvriers exerçant leur métier doit faire preuve d'une vigilance particulière, car il est fortement exposé au danger de dévier du point de vue de classe.

Or, nous traversons une période où la plus légère déviation de la ligne de classe a immédiatement une répercussion nuisible sur la lutte internationale du prolétariat. Cela est vrai pour chaque parti communiste, mais les fautes du P. C. R., actuellement à la tête du mouvement du prolétariat international, seraient particulièrement funestes sous ce rapport.

Comment le Parti peut-il se préserver de toute déviation de la ligne de classe? En maintenant le contact le plus étroit avec la masse ouvrière, en se gui-

dant sur l'instinct de classe de cette dernière qui l'aide à trouver la ligne juste, les décisions rationnelles.

Voilà pourquoi, quoique les ouvriers travaillant à l'établi ne représentent qu'un sixième de notre effectif, leur poids est plus grand que celui de toutes les autres couches sociales du P. C. R. parce qu'ils vivent et travaillent avec la masse.

Une des principales tâches de notre appareil est d'instituer une liaison étroite entre la masse ouvrière et les sphères dirigeantes, de resserrer de plus en plus cette liaison, de souder véritablement la masse et le Parti.

C'est ce que comprennent parfaitement la majorité des communistes qui ont milité alors qu'il n'y avait encore pour le Parti ni pouvoir, ni appareil étatique et que le travail dans la masse était le principal travail de tout bolchevik.

Le poids spécifique de ce sixième de notre effectif

est insuffisamment apprécié par le groupe du « centralisme démocratique » qui voit le noeud de la question dans la façon non pas d'assurer à ce sixième une influence suffisante sur le Parti, mais d'assurer les droits de tous les membres du Parti et qui pose la question d'une manière trop formelle, étrangère à l'esprit de notre Parti.

Trotsky lui-même oublie la nécessité de s'orienter en premier lieu sur les ouvriers travaillant à l'atelier lorsqu'il invite le Parti à s'orienter sur la jeunesse. Jusqu'à présent on ne connaissait pas, dans le Parti, de distinction entre jeunes et vieux ; on ne tenait pas compte de l'âge. Cette division aurait une raison d'être si les vieux s'étaient retirés de l'action, s'ils étaient devenus en quelque sorte des « icones » : mais notre génération a toujours été au centre de la lutte et du travail, et elle n'a pas moins d'expérience pré-révolutionnaire que les nouveaux membres du Parti. De plus, elle a une excellente formation marxiste qui lui a permis de s'assimiler le sens des événements ; elle détient les traditions du Parti. C'est ce que comprend bien la jeunesse elle-même qui se rend parfaitement compte de la responsabilité incombant au Parti. Le mot d'ordre de l'orientation sur la jeunesse, opposé à celui de l'orientation sur les masses ouvrières, est radicalement faux ; aussi, est-il facile de l'exploiter démagogiquement.

Nous avons dans notre Parti une excellente tradition : ne pas redouter l'autocritique, ne pas s'inquiéter de ce que diront nos ennemis, ne jamais hésiter à reconnaître nos fautes lorsqu'elles sont démontrées et, ensuite, à les réparer.

Jusqu'à présent, la dure réalité, l'acharnement de la lutte nous ont soustraits à l'empire des phrases sonores, des formules mortes et nous ont toujours forcés à examiner le fond même des questions, à tenir compte des circonstances réelles, à nous orienter vers la masse.

C'a été là la force de notre Parti, c'est ce qui lui a donné la victoire.

« Sache voir ! » tel a toujours été le mot d'ordre du militant responsable.

Dans la mesure où elle contribue à élucider la question, à redresser notre ligne, la discussion dans le Parti ne saurait être qu'approuvée.

Mais il faut qu'elle porte sur l'essence des choses, et que l'on fasse des propositions pratiques. Ainsi, les thèses du C. C. sur l'organisation économique tendaient à transporter la discussion sur le terrain pratique. C'est sur ce terrain également qu'il faut transporter les débats sur le bureaucratisme et l'appareil.

L'appareil, dit-on, est bureaucratique, il tue la vie du Parti ; au lieu de servir à la cohésion entre la masse ouvrière et le centre dirigeant, il s'est transformé en cloison étanche. Nous ne le contestons pas.

Que faut-il donc faire pour remédier à cet état de choses ?

Où sont les propositions pratiques ?

Supprimer l'appareil ? Une telle proposition serait de l'enfantillage. En renouveler l'effectif ? Chercher des hommes d'esprit moins bureaucratique, comme Piatakov ou Ossinsky ?

Ce n'est pas dans les hommes, mais dans le système, la structure de l'appareil qu'est le noeud de la question. Voilà qui est clair pour tous. Partant, il ne faut pas parler du bureaucratisme en général et du bureaucratisme du Parti en particulier, du désir plus ou moins sincère de le combattre, mais faire des propositions indiquant nettement comment modifier cet appareil de façon à l'épurer de tout bureaucratisme.

Une proposition a été faite : celle de composer la Commission de Contrôle d'ouvriers travaillant à l'établi, mais elle n'émanait pas de l'opposition. A-t-elle été examinée ? On pourrait faire une série d'autres propositions poursuivant le même but.

La discussion sur le terrain pratique est infiniment supérieure comme résultats à la critique « générale », aux soupçons de toute sorte dont il reste toujours une amertume pénible, nuisible à la bonne marche du travail.

Rapprochons-nous des masses et notre Parti sortira fortifié de la discussion actuelle.

N. KROUPSKAIA.

Pages de la Vie de Trotsky

Pressé par la revue sibérienne de la « Commission d'histoire du Parti et de la Révolution » d'écrire ses souvenirs sur sa première déportation en Sibérie, à Verkhotensk, Trotsky a écrit les quelques pages que nous publions ici. Rien de ce qui touche à la vie du grand révolutionnaire ne peut être indifférent aux révolutionnaires de tous les pays. Et c'est avec émotion qu'on lira dans ces notes si simples les noms des compagnons de déportation de Trotsky dont la plupart sont aujourd'hui à un poste responsable de l'Etat révolutionnaire après avoir été aux postes de combat, de danger, de sacrifice.

Si grandioses ont été les événements des dernières années et si rude leur empreinte sur notre esprit, que tout le passé d'avant-guerre recule en quelques sorte dans un lointain insaisissable. Plusieurs fois déjà, je me suis aperçu que je n'arrivais qu'avec la plus grande difficulté à me rap-

peler des faits et des personnages très importants de l'époque pré-révolutionnaire. Aussi aurai-je beaucoup de peine à donner des souvenirs suivis sur ma première déportation en Sibérie.

En été 1900, notre groupe de Nikolaïevsk arriva à Irkoutsk, d'où il fut dirigé ensuite à Alexandrovsk où s'effectuait le tri des prisonniers. En automne, on nous embarqua sur des trains de bois qui descendaient la Léna. A Oust-Kout (district de Kirensk), je fus séparé de mes compagnons et laissé avec Alexandra Sokolovskaïa dans la colonie de déportés qui comprenait encore deux camarades : un ouvrier tailleur, dont j'ai oublié le nom, et un cordonnier polonais du nom de Mikcha. A Ilmsk (point de déportation le plus proche d'Oust-Kout) demeurait avec sa famille Vassili Ulrich, social-démocrate très modéré, autant que je me souviens, et auteur de nombreuses traductions de l'allemand. Dans la préface à l'une d'elles, il avait appelé Marx le « grand barde de la misère du peuple ». A Nijné-Ilmsk, gros bourg commerçant situé tout près d'Ilmsk, résidait en qualité de déporté Alexandre Vinokou-

rov (1), qui y occupait le poste d'officier de santé. Le docteur en chef du rayon était Dmitri Kalinnikov, étroitement lié avec les condamnés politiques, auxquels il venait en aide par tous les moyens.

Oust-Kout est situé sur la grande route postale de la Léna. Par suite, les déportés dirigés sur le nord (Kirensk et région des Yakoutes) ou en revenant, passaient par cette localité. De Viluisk, on nous fit parvenir les cahiers lithographiés de Mikhaïsky (2) Le premier, dans lequel il critiquait l'opportunisme de la social-démocratie allemande, produisit sur nous tous une forte impression par le choix judicieux des faits et des citations. Le deuxième, autant que je me souviens, était composé dans le même esprit, mais un peu plus faible. Par contre, le troisième, dans lequel l'auteur développait son programme positif et tombait tantôt dans le syndicalisme révolutionnaire, tantôt dans le trade-unionisme, me parut, ainsi qu'à la majorité des déportés social-démocrates, extrêmement faible. Mikhaïsky n'avait que de rares partisans, recrutés pour la plupart dans la colonie de Viluisk. Les vieux *narodniki* (3) s'emparaient de sa critique et, sans trop s'occuper de ses conclusions, s'en faisaient une arme contre la social-démocratie.

Je me rappelle encore notre entrevue avec deux vétérans qui revenaient de purger leur peine dans la région des Yakoutes : Galkine et un *narodnik*, dont j'ai, hélas ! oublié le nom. Ils se chamaillaient continuellement. Comme Galkine se prétendait aussi *narodnik*, il était difficile de comprendre leur démeur. En réalité, Galkine était déjà un marxiste convaincu, complètement affranchi des préjugés des *narodniki*. Mais il désapprouvait l'économisme de la social-démocratie, son manque d'unité ; c'est pourquoi il refusait de s'intituler social-démocrate. Peu après, comme on le sait, il adhéra à l'organisation de l'*Iskra* et prit ensuite une part active au travail du Parti.

C'est également dans cette région de la Léna que je vis pour la première fois Ouritsky (4) avec son bon sourire tranquille qui ne le quittait jamais. Il avait été déporté pour l'affaire du Comité de Kiev.

A Oust-Kout, je commençai à écrire à la *Revue Orientale* d'Irkoutsk. Ce fut le début de ma carrière littéraire. Je me bornai tout d'abord à des correspondances locales, puis je fis de petits articles sur des sujets littéraires et sociaux. La censure était assez indulgente pourvu que l'on ne bornât aux thèmes abstraits et que l'on ne touchât pas à l'administration locale. L'éditeur du journal était I. Popov, libéral sibérien lié aux *narodniki* et qui, dans la suite, adhéra, me sem-

ble-t-il, aux cadets. Tout le travail était fait par le secrétaire, Efrémov, un ancien membre de la *Narodnaïa Volia* (5). Condamné autrefois à mort pour une participation insignifiante à cette organisation, il avait adressé au tsar une supplique pour lui demander sa grâce. Cet acte était le déshonneur de sa vie ; il le sentait et en était profondément déprimé. Il s'enivrait fréquemment et consacrait toutes ses forces au journal. Je fis sa connaissance pendant un court séjour à Irkoutsk, en été 1902. Dès le début de notre entretien, il me demanda d'écrire un article sur une circulaire concernant la suppression des examens. Ce fut mon premier éditorial. Efrémov était assez tolérant pour les marxistes et publia toujours intégralement mes écrits.

Je continuai à collaborer à la *Revue Orientale* lorsque j'eus quitté Oust-Kout pour me fixer à Nijné-Ilinsk, puis de là à Verkholensk, où la vie était plus « animée ». La colonie de Verkholensk comptait parmi ses membres Marc Gorviltz-Valetzky (6), du parti socialiste polonais. Il me parla de Pilsudsky que je ne connaissais pas encore et qui était alors enfermé à la forteresse de Pierre et Paul, où il préparait son évasion en simulant la folie. Waletzky, qui joua plus tard un rôle de premier plan dans la « gauche » du P.P.S. et est maintenant membre du Comité Central du Parti Communiste Polonais, nous fit sur les groupements socialistes de son pays un rapport qui suscita des débats acharnés.

De Verkholensk, nous partimes pour Katchoug pour y rencontrer de nouveaux détachements de déportés. C'est là que je vis pour la première fois F. Dzerjinsky (7), qui n'était alors qu'un tout jeune homme. La nuit, nous nous réunissions autour d'un brasier, et il nous lisait en polonais un poème dont il était l'auteur. Je n'en comprenais pas le sens, mais la physionomie inspirée de l'adolescent m'est restée profondément gravée dans la mémoire.

L'animation du mouvement révolutionnaire en Russie (effervescence parmi les étudiants, désordres agraires) donnait lieu dans nos cercles à des discussions ardentes sur les tâches de la social-démocratie. Vers la fin de 1901, j'écrivis sur ce sujet, à Verkholensk, un rapport où je soutenais la nécessité d'une agitation politique révolutionnaire et d'un parti centralisé.

Sous prétexte d'accompagner une soi-disant cousine, j'allais de temps en temps à Irkoutsk, où je fis la connaissance d'un grand nombre de nouveaux et d'anciens déportés — ces derniers dirigés par un *narodopravsi*, Marc Nathanson (8). Je

(1) Actuellement au commissariat de la santé publique.

(2) Déporté politique fixé à Irkoutsk, auteur d'un ouvrage anarchiste sur les intellectuels.

(3) Populistes.

(4) Menchevik, passé au bolchevisme pendant la Révolution. Chef de la Tcheka de Pétrograd, fut assassiné en 1918. Son nom a été donné à la place du Palais d'Hiver.

(5) Parti de la « Volonté du Peuple ».

(6) Un des leaders actuels du P. C. polonais, bien connu des principaux militants français.

(7) Social-démocrate polonais, lié aux bolcheviks, président de la Tcheka pendant la Révolution, commissaire du peuple aux transports.

(8) Socialiste-révolutionnaire, connu aussi sous le nom de Bobrov. Participa à la conférence de Zimmerwald comme représentant des S. R. de gauche. Soutint les bolcheviks jusqu'à sa mort (1919).

vis alors, également à Verkholensk, Lejava (9), déporté lui aussi. Je passai sur une barge quelques jours avec le *narodnik* Soukhanov, qui adhéra dans la suite, si je ne me trompe, aux socialistes-révolutionnaires. Les nombreuses et longues discussions sur le droit, la liberté, etc., que j'eus avec lui me firent comprendre alors que la base du « socialisme-révolutionnaire » était purement libérale.

Nathanson demeurait à Irkoutsk avec sa femme qui avait été impliquée dans le procès des Cinquante. Tous deux me comblèrent de prévenances jusqu'au jour où j'eus avec Nathanson un violent conflit à propos de nos rapports avec les déportés ouvriers, qui, Juifs ou Polonais pour la plupart, arrivaient assez nombreux des gouvernements occidentaux en Sibérie. Redoutant l'influence nuisible de ces derniers, le gouvernement traitait soigneusement les déportés, envoyant les « orthodoxes » dans les gouvernements septentrionaux de la Russie d'Europe et les « étrangers » en Sibérie. Dans les régions où « dominaient » auparavant les *narodniki*, les *narodopravtsi*, etc., commencèrent à affluer des ouvriers presque illettrés, parlant mal le russe, exilés souvent pour participation à une grève locale et n'ayant jamais fait de politique. Beaucoup d'anciens n'avaient que dédain pour ces nouveaux éléments, qui étaient pour eux la preuve vivante de l'inconsistance de la social-démocratie. Nous, au contraire, nous voyions une preuve de notre force dans l'afflux de ces ouvriers, que nous instruisions et auxquels nous nous efforçons de donner une éducation politique.

C'est sur ce terrain qu'éclatèrent mes discussions avec Nathanson, discussions qui revêtirent immédiatement une acuité extrême et gâtèrent complètement nos relations. Je donnai lecture de mon rapport, apporté de Verkholensk, à une assemblée de déportés réunis dans le logement de M. Tsoukassova. Les idées que j'y développai laissèrent indécis l'auditoire, composé principalement de social-démocrates. Les vieux *narodniki* me proposèrent de venir lire également mon rapport chez eux. J'y consentis, mais mon conflit avec Nathanson m'empêcha de tenir ma promesse. A ce moment, la division entre social-démocrates et *narodniki* dans les colonies de déportés devint plus accentuée que jamais. Les social-démocrates se groupèrent dans « l'Union social-démocrate sibérienne » pour laquelle j'écrivis alors à Irkoutsk quelques appels.

A Irkoutsk, je fis la connaissance de K. Bauer, qui avait été auparavant en liaison étroite avec Strouvé (10) et qui, quoique considéré encore comme marxiste, penchait de plus en plus vers l'idéalisme. Makhaisky se trouvait également à cette époque à Irkoutsk. Il m'advint un soir de l'entendre discuter avec Bauer. Ce dernier, qui avait beaucoup lu et était au fond un éclectique, fit

appel aux arguments les plus variés, qu'il puisait dans le marxisme aussi bien que dans le libéralisme. Mais son éclectisme souple se brisa à la ténacité de son adversaire qui ripostait imperturbablement par les mêmes raisons. Profitant d'une pause, j'essayai timidement d'intervenir dans la discussion, mais les deux adversaires me prirent alors furieusement à partie et je me tus. Bauer, qui était naturellement doux, s'efforça ensuite de me faire oublier sa brusquerie. Je le revis plus tard à Samara, puis à l'étranger. Il termina, me semble-t-il, sa vie par le suicide...

D'Irkoutsk, je revins à Verkholensk avec l'idée de m'évader. A mon retour, je reçus pour la première fois quelques numéros de l'*Iskra*, puis l'opuscule de Lénine : *Que faire ?* Nous pûmes alors constater que les thèses et le plan d'organisation politique auxquels nous étions arrivés en travaillant isolés dans ce coin perdu de la Sibérie avaient déjà donné naissance à un programme d'action et à une organisation déterminée. Nous songeâmes alors à adhérer à cette organisation afin de pouvoir entreprendre un travail pratique. A Irkoutsk, on me donna un faux passeport avec des adresses d'amis. Je partis de Verkholensk la nuit, avec Eugénie Gourvitch (membre du *Bund*). En passant par Irkoutsk, je reçus des adresses pour Kiev, d'où le camarade Lengnik m'envoya à Samara. Là je fus hébergé par G. Krijanovsky et sa femme, Z. Krijanovsky-Nevezorova, sous la direction desquels se trouvait le principal Bureau russe de l'organisation *Iskra*. Voilà, me semble-t-il, tout ce dont je me souviens.

L. TROTSKY.

N. B. — Les notes sont de la Rédaction.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Souvarine, même adresse.

(9) Actuellement au Conseil Supérieur de l'Economie Populaire.

(10) Un des fondateurs de la Social-Démocratie russe, passa au libéralisme, puis à la réaction. Dirige maintenant, à Prague, une revue des « Cadets ».

Un Koltchak en Allemagne ?

Nous avons publié, dans le Bulletin (n° 49), un article de Zinoviev : Un Koltchak en Allemagne ? Notre camarade Thalheimer, rédacteur de la Rote Fahne, donne ici une autre appréciation du rôle du général von Seeckt.

Le général von Seeckt est un Koltchak allemand, a récemment affirmé le camarade Zinoviev. C'est manque de précision, dit-il encore, que de parler d'une victoire du fascisme sur la révolution de novembre. Seeckt est, d'après Zinoviev, comme Koltchak le fils de la démocratie, son produit légitime, son incarnation. Ebert a plus besoin de von Seeckt que von Seeckt n'a besoin d'Ebert. La démocratie bourgeoise n'a pas, à dire vrai, été vaincue par le Koltchak allemand ; elle lui a elle-même livré, morceau par morceau, le pouvoir.

Les parallèles historiques n'éclaircissent les faits qu'à la manière des paraboles. Nous ne savons pas si le camarade Zinoviev a l'intention d'appliquer l'exemple russe aux événements d'Allemagne pour les mieux mettre en relief, ou celle de nous expliquer, à nous Allemands, nos propres expériences. Il me semble que ses comparaisons historiques n'atteignent aucun des deux buts. Des parallèles historiques sont, Clausewitz le savait déjà, bien difficiles à appliquer. Pour avoir quelque valeur, il faut qu'ils s'appliquent à des situations égales ; autrement ils rendent chaotique et obscur ce qu'ils sont appelés à éclairer.

Or, la situation qui, en Russie, conduisit tout droit à Koltchak, n'est pas du tout identique à celle qui nous vaut, en Allemagne, la dictature von Seeckt. *En Russie, Koltchak s'est manifesté après la victoire de la révolution prolétarienne et l'établissement de la dictature des Soviets.* La démocratie bourgeoise était devenue le mot d'ordre collectif de la contre-révolution. Il ne fallut naturellement pas longtemps à la bourgeoisie pour se transfigurer et apparaître sous les traits de la dictature blanche.

En Allemagne, la dictature prolétarienne n'a pas encore vaincu. La dictature fasciste n'est pas la rivale, la contre-partie d'une dictature prolétarienne victorieuse ; elle n'a vaincu que la démocratie bourgeoise. Situation toute différente, aux points de vue historique et politique, de celle de la Russie de 1917-18. Un parallèle pourrait plutôt être établi si Kornilov avait vaincu avant la révolution d'Octobre.

De ces situations différentes résultent des conséquences différentes pour la politique du prolétariat. En Russie, la dictature prolétarienne victorieuse avait pour tâche de démasquer et de battre la contre-révolution revêtue des oripeaux de la démocratie. En Allemagne, nous n'avons pas à combattre actuellement une propagande « démocratique » contre-révolutionnaire ; nous avons affaire à l'action fasciste antidémocratique. Il ne nous importe pas pour le moment de démontrer aux masses le sens contre-révolutionnaire des mots d'ordre démocratiques. Une propagande de ce genre serait inactuelle. Mais nous devons au contraire faire ressortir aux yeux du prolétariat que la démocratie n'existe plus, si ce n'est pour servir de coulisses à la dictature militaire ; que cette dictature est un fait ; que seule la prise du pouvoir par le prolétariat nous en débarrassera.

Pour réduire le problème à des formules plus simples, en Russie, la révolution prolétarienne victorieuse, défendant les principes de la dictature prolétarienne, se trouvait en face d'une contre-révolution arborant le drapeau de la démocratie. En Allemagne, la dictature fasciste victorieuse est aux prises avec la révolution prolétarienne qui suit le mot d'ordre de la dictature prolétarienne. En Allemagne, il importe pour le moment de démontrer aux masses que la démocratie n'existe plus. La victoire fasciste et la liquidation de la démocratie de novembre nous permettent de faire l'abandon de nos revendications transitoires établies en tenant compte des illusions démocratiques, et d'en finir avec la social-démocratie de droite et de gauche qui se cramponnent encore toutes les deux aux illusions de la démocratie bourgeoise.

On peut aussi bien dire, en un langage assez abstrait, que la dictature von Seeckt signifie l'achèvement de la démocratie bourgeoise et que la destruction de celle-ci équivaut dans le double sens héglélien, à la suppression de celle-là.

La situation concrète en Allemagne nous impose le devoir de constater avec toute la précision et la clarté voulues, que le dictateur von Seeckt, formé par la démocratie bourgeoise, a tué celle-ci en prenant le pouvoir. Il faut maintenant enterrement les morts et tuer la dictature fasciste vivante.

Le Koltchak russe faisait violence à une démocratie toute disposée à lui accorder ses faveurs. Von Seeckt ne s'est jamais flatté d'être démocrate. Von Seeckt n'a jamais prétendu demeurer fidèle à la Constitution de Weimar. Il la foule aux pieds.

Pour le développement futur de la révolution prolétarienne en Allemagne, il résulte de ces différences de fait entre l'exemple russe et la réalité allemande, des conséquences également fondamentales.

En Russie, la dictature prolétarienne s'est substituée à la « démocratie bourgeoise ». Il était donc naturel que la contre-révolution adoptât pour mot d'ordre la défense de la démocratie bourgeoise, devenue le point de ralliement de tous les ennemis du prolétariat depuis les mencheviks jusqu'aux blancs. En Allemagne, la révolution prolétarienne trouve déjà une démocratie bourgeoise liquidée, mais en hérite d'une dictature fasciste à liquider. Il est donc très probable que la dictature soviétiste, quand elle sera victorieuse en Allemagne, se trouvera en présence de tout autres idéologies contre-révolutionnaires que ce ne fut le cas en Russie. La révolution et la contre-révolution en Allemagne apporteront du nouveau. Les camarades russes qui appliquent — rien de plus naturel — avec prédilection, le schéma de leur révolution aux événements d'Allemagne, l'appliquent même quelquefois là où il n'est guère de mise. Ils devraient, pensons-nous, pour comprendre la révolution allemande, se rendre bien compte de ce qu'elle a de nouveau et de différent de la révolution russe. La révolution prolétarienne en Allemagne doit avant tout être comprise par elle-même. On peut certes y trouver matière à maints parallèles historiques avec la révolution russe, mais ce n'est pas à la surface qu'il faut aller les chercher. Les parallèles superficiels sont le plus souvent faux et c'est le cas pour celui du « Koltchak allemand ».

A. THALHEIMER.

LA RETRAITE D'OCTOBRE EN ALLEMAGNE

La Révolution allemande subit un temps d'arrêt, depuis l'assemblée de Chemnitz, qui refusa de dresser la force prolétarienne contre la violence réactionnaire gouvernementale et enregistra passivement le renversement du gouvernement ouvrier saxon. Nous avons en son temps expliqué l'événement qui a brisé l'élan de l'avant-garde révolutionnaire allemande. Maintenant, il importe à toute l'Internationale Communiste d'étudier à fond la situation allemande et la tactique de notre Parti. Celui-ci est actuellement partagé en trois

courants principaux, donnant des appréciations divergentes des faits et du rôle du Parti. La question allemande, comme la question russe, intéresse au plus haut point toutes les sections de l'Internationale. C'est pourquoi nous commençons à publier d'abondants matériaux qui permettront aux communistes français de se faire une opinion bien nourrie. Ci-dessous, nous donnons les « thèses » de la majorité du Comité central allemand, et la première partie d'un article de Berling.

La situation avant les événements d'octobre

La situation en Allemagne, avant et pendant les événements d'octobre, était, objectivement, révolutionnaire au plus haut point. Les complications internationales résultant pour l'Allemagne de la liquidation de l'aventure de la Ruhr, la désorganisation économique progressant avec rapidité, les antagonismes de classe de plus en plus accentués, épuaient la république de Novembre. La guerre civile paraissait inévitable. Les partis de la coalition gouvernementale craignant la révolution prolétarienne qui s'annonçait, se mettaient à démolir hâtivement les bases du régime démocratique. Ces partis remettaient le pouvoir aux généraux fascistes, à seule fin de sauver la société bourgeoise et la forme capitaliste de la propriété, de la dictature prolétarienne. Le Parti Social-Démocrate allemand — toutes ses nuances comprises — préparait ainsi les voies à la dictature blanche, la seule qui put encore sauver la domination de la grande bourgeoisie.

Fautes de préparation et de stratégie

La retraite du Parti dans les luttes d'octobre n'a pas été que la conséquence de faiblesses d'organisation, militaire ou technique, ou de la disproportion des forces en présence, qui au moment où le Parti entra dans la lutte était bien plus grande qu'au moment décisif. Elle s'explique surtout par les fautes de tactique et de stratégie que le Parti a commises, par sa façon d'agir en vue de conquérir la majorité du prolétariat, condition primordiale du succès final. Ces fautes résultaient d'une conception théorique erronée de l'essence même de la guerre civile et du soulèvement armé, ainsi que d'une fausse interprétation du rôle du Parti dans ces luttes. Les fautes principales à retenir ont été les suivantes :

a) Le Parti n'a pas reconnu à temps la portée, des grandes actions de masses prolétariennes dans la Ruhr, en Haute-Silésie, dans toute l'Allemagne (grève générale contre le gouvernement Cuno) et a omis, en conséquence, d'adapter sa tactique à la situation que ces luttes avaient créée. Ces luttes étaient pourtant des symptômes clairs de la conscience croissante que le prolétariat allemand prenait de sa force comme de sa ferme volonté combative ;

b) Le Parti n'a pas commencé ses préparatifs de soulèvement armé au moment même où fut constatée la décomposition de la démocratie (à l'époque du gouvernement Cuno et de l'invasion de

la Ruhr), mais peu de jours avant l'entrée en scène de la dictature blanche. De là : préparatifs militaires de courte haleine, faits à la hâte, armement insuffisant des ouvriers dans les journées décisives ;

c) Le Parti a essayé d'enrayer des mouvements élémentaires des masses, qui se sont déclanchés avant les événements d'octobre, pour les ajourner jusqu'au moment où le « coup décisif » aurait dû être porté. Il a, de cette manière, mis sourdine aux mouvements spontanés des masses, au lieu de les avancer. On a trop peu fait usage de la presse et des organes du front unique pour préparer et introduire la lutte au point de vue politique. Cela a fait presque paraître les luttes comme celle d'un parti et non pas comme celle de tout le prolétariat uni sur un front commun. Le Parti a omis de lier étroitement son but suprême : la dictature du prolétariat, aux revendications de la période transitoire et aux actions partielles ;

d) Le Parti a méconnu le rôle et le caractère des leaders de la gauche de la social-démocratie et entrete nu dans ses propres rangs la croyance illusoire que ces leaders étaient prêts à participer aux actions de l'avant-garde ouvrière ;

e) Le Parti n'a pas, comme il l'aurait pu, mis à profit les positions avancées qu'il occupait dans les gouvernements de plusieurs Etats allemands, pour mener à bonne fin la mobilisation des masses en vue d'une résistance organisée ;

f) L'erreur la plus grave du plan stratégique du Parti consistait, toutefois, à ne faire des préparatifs qu'en vue de la « lutte finale » pour la conquête du pouvoir politique, tout en refusant et en s'opposant même à l'organisation d'actions partielles ou d'actions pour des revendications partielles soutenues avec des moyens et des méthodes de combat moins agressifs ;

g) Cette faute cardinale, on l'a mise à la base d'un calcul abstrait sur les forces en présence, sans se donner la peine de reconnaître et d'examiner la véritable situation à cet égard. Mais l'examen des forces en présence ne peut utilement se faire qu'au cours même de l'action dont dépendra également la date fixée pour l'offensive finale. Grâce à cette fausse stratégie purement théorique, on se déroba it toujours à la lutte ;

h) Enfin, on attribua, dans les journées décisives pour le Parti, une importance exagérée au nombre de fusils, en même temps qu'on sous-estimait la force subjective et l'esprit de sacrifice énorme qu'apportait à la lutte l'avant-garde du prolétariat. (Voir les enseignements des batailles de Hambourg ;

i) Le plan rigide qui ne concevait l'action décisive que se développant de la défense des positions en Allemagne centrale, était basé sur un faux calcul. La conséquence, après l'entrée des blancs en Allemagne centrale, en fut une désorientation complète des esprits.

Le rôle du Parti dans la crise d'octobre

Le Parti, en mobilisant toutes ses forces disponibles, avait organisé, par tous les moyens, la résistance contre la dictature blanche. Mais au moment décisif où l'ennemi déclencha sa plus forte offensive, il refusa d'accepter la bataille. Cette retraite sans combat a jeté la confusion dans l'esprit des masses, diminué leur confiance dans l'avant-garde du prolétariat, amoindri les grandes sympathies qu'éprouvaient les travailleurs pour le mouvement communiste, affermi la confiance de l'ennemi, retardé le procès de décomposition et de désorganisation des bandes blanches ; elle a, enfin, à une époque objectivement révolutionnaire, rendu difficiles les actions futures du prolétariat.

Le mouvement de recul, esquissé par le Parti à la conférence de Chemnitz et ultérieurement, résultait des graves fautes précitées, surtout dans les préparatifs de lutte finale.

La retraite sans combat a été une faute parce que :

a) Le Parti et les éléments actifs du prolétariat, préparés, dans leur esprit, à la lutte décisive, n'ont pas compris l'évacuation sans combat des positions prolétariennes en Allemagne centrale et la nécessité de la retraite ;

b) La confiance des éléments hésitants et sympathiques du prolétariat et des classes moyennes appauvries, dans la solution par le Parti communiste des problèmes économiques, politiques et nationaux, a été fortement ébranlée.

Perspectives du développement révolutionnaire

À la question, depuis la défaite d'octobre à l'ordre du jour dans le Parti, de savoir si nous assisterons, dans un avenir rapproché, au flux ou au reflux, du mouvement révolutionnaire, seules les perspectives d'évolution internationale peuvent donner une réponse.

Cette question est étroitement liée à celle de l'évolution du régime capitaliste et des rapports entre les groupes de puissances impérialistes d'Europe. L'Allemagne séparée de ses sources de matières premières et de ses provinces industrielles les plus importantes, dépend plus que jamais des groupements internationaux de puissances et des rapports réciproques de ces groupements. Malgré les apparentes détentes pacifiques des dernières semaines, on doit sûrement s'attendre à une tension sensible des rapports internationaux, due à la façon dont la bourgeoisie française exploitera sa victoire dans la Ruhr. Dans le domaine économique on ne voit pas non plus de signes d'un affermissement du capitalisme ; on observe plutôt l'aggravation croissante des antagonismes de classes. On doit surtout s'attendre à une prochaine aggravation extraordinaire de la situation en Europe centrale (Allemagne, Pologne, Autriche). La montée de la vague révolutionnaire en Europe centrale est donc imminente. Elle sera avancée ou retardée selon que les forces subjectivement révolutionnaires, intervenant dans les crises objectivement révolutionnaires, accéléreront ou retarderont la marche des événements. L'état de préparation

et la volonté de lutte du prolétariat allemand y seront d'une importance décisive.

La dictature blanche en Allemagne ne peut pas être de longue durée car les bases sur lesquelles elle s'est édifiée, commencent à chanceler. Elle rencontrera des résistances qui lui opposeront des obstacles insurmontables. Ce sont :

a) La dépendance internationale de l'Allemagne et la résistance de la France à de trop grands armements allemands ;

b) La banqueroute économique — accompagnée du chômage croissant devenu, en outre, évidemment chronique — qui a été provoquée par l'évacuation du grand capital industriel de Rhénanie et de Westphalie dans la sphère de l'impérialisme français. L'Allemagne a ainsi perdu ses provinces les plus précieuses ;

c) La banqueroute complète des finances du Reich, des États et des communes ;

d) L'impossibilité où se trouve l'État, par suite de la banqueroute fiscale, de conserver pour longtemps les forces constituant le pouvoir public et l'appareil militaire ;

e) Les antagonismes qui s'aggravent dans la bourgeoisie elle-même entre la grande propriété rurale, la propriété moyenne et la grosse industrie ;

f) Le prolétariat déprimé par la défaite, mais point battu ;

g) Les larges masses de fonctionnaires, employés, techniciens, intellectuels et petits-bourgeois indépendants qui se prolétarisent rapidement et mûrissent pour la lutte de classe ;

h) La population prolétarienne et semi-prolétarienne des campagnes qui penchera de plus en plus vers le mouvement le plus avancé ;

i) Le fascisme de plus en plus désorganisé, au point de vue idéologique, par la haute trahison de la grosse industrie.

Ces diverses raisons font que l'on doit s'attendre dans quelques mois à une aggravation sérieuse de la situation et à une grande action des masses prolétariennes.

Le rôle du Parti

Le Parti est plus qu'une fraction du prolétariat, il en est l'avant-garde. Il est, dans le mouvement ouvrier et les luttes du prolétariat, avec les masses qu'il précède toujours d'un pas. En cas de retraite inévitable le Parti doit éclairer les masses sur les causes de la retraite. Ce n'est qu'en agissant de la sorte qu'il conservera leur confiance même dans les combats au cours desquels s'effectuera le mouvement de recul. Le Parti est à la fois le cerveau, le système nerveux, l'incarnation de la volonté révolutionnaire des masses. Il dépendra de son activité, de son esprit de décision, de son concept, de sa précision et de sa clarté de vue, de sa tactique et de sa stratégie, de sa capacité de se maintenir en contact étroit avec les masses et de les conduire avec habileté sans négliger aucun des détails de la lutte, de hâter la marche de la révolution.

Les tâches prochaines du Parti

a) La plus importante des tâches immédiates du Parti consiste dans la reconstruction de ses cadres, de sorte qu'ils puissent tenir tête à l'offensive de la dictature blanche. Il doit garder son caractère de parti de masses et conserver, en les renforçant, les liens qui l'unissent étroitement aux masses ;

b) Il doit être partout, par sa propagande active,

l'organisateur des luttes défensives contre la prolongation de la journée de travail, les dérogations à la journée de huit heures, la réduction des salaires. Ces luttes, il lui appartient de les conduire et de les élargir. Même lorsqu'elles se terminent par une défaite, les masses doivent être amenées à reconnaître que le Parti communiste a fait tout ce qui était en son pouvoir.

Le Parti doit :

c) Se placer à la tête des chômeurs, diriger leurs actions en les élargissant et en leur imprimant une direction unique. Tous les sans-travail doivent avoir l'impression que le P.C. assume réellement la défense de leurs intérêts ;

d) Garder un contact étroit avec les masses ouvrières par la coordination du mouvement des chômeurs avec les organes de la conférence de Weimar, les conseils d'usines, les comités de contrôle des prix, les organisations de défense ouvrière ainsi que tous les organes du front uni ; il doit tendre à faire des conseils d'usines les organes les plus forts du front unique dans toutes les luttes du prolétariat ;

e) Assumer, en contact avec le mouvement de conseils d'usines et les organisations du front unique, la direction des actions économiques spontanées du prolétariat ;

f) Organiser les manifestations politiques communes des ouvriers d'usines et des chômeurs sous des mots d'ordre clairs, pour soutenir des revendications économiques et politiques ;

g) Faire une intense propagande parmi les fonctionnaires, les employés et les techniciens ainsi que parmi les prolétaires ruraux ;

h) Conquérir et sauver les syndicats, tâche qui dans leur effondrement actuel est singulièrement facilitée par le rôle joué par les dirigeants réformistes ;

i) Détruire le Parti social-démocrate en dévoilant son caractère contre-révolutionnaire. En accomplissant cette dernière tâche, il importe, avant tout, d'enlever aux ouvriers social-démocrates toute illusion sur un éventuel changement d'orientation de la social-démocratie, grâce à l'action des leaders de la gauche ;

j) Prendre sur lui, en contact avec les organes du front unique, la direction des actions pour des revendications partielles ou des actions générales embrassant tout le Reich pour des buts partiels ;

k) Organiser la lutte contre la dictature blanche, en employant les méthodes mêmes et les moyens mêmes mis en œuvre contre nous par les mercenaires de la réaction ;

l) Opposer d'une façon claire et vivante, le mot d'ordre de la dictature prolétarienne à la dictature de la bourgeoisie, de ses généraux et de ses organisations fascistes, en lui donnant une forme concrète et en y faisant appel pour la propagande à propos de toutes les questions touchant le prolétariat ;

m) Elaborer dans ce but un programme de sauvetage montrant la dictature prolétarienne comme la seule voie conduisant à l'émancipation sociale et nationale des classes laborieuses de l'Allemagne.

Tâches relatives à l'organisation et à la politique intérieure du Parti

Ce sont les suivantes :

a) La mise des noyaux d'usines à la base de l'organisation, toutes les fonctions des sections locales devant être transférées aux noyaux d'usi-

nes qui les exerceront sous le contrôle du Parti ;
b) La transformation des comités exécutifs des groupes et des sections locaux de telle façon que les représentants des noyaux d'usines y puissent exercer une influence prépondérante ;

c) Au Comité Central, l'influence décisive doit revenir aux représentants des usines de première nécessité et des plus importantes branches de l'industrie.

Les tâches prochaines, relatives à la politique au sein même du Parti, se présentent ainsi :

a) Concentration absolue de toutes les forces du Parti ;

b) Résistance opiniâtre à toutes les tentatives de scission, de quelque côté qu'elles viennent, ces tentatives étant profondément contre-révolutionnaires ;

c) Concentration de l'attention du Parti, dans ses discussions sur le terrain idéologique et non pas sur celui du travail d'organisation, la discipline communiste étant rigoureusement observée ;

d) Maintien, perfectionnement, emploi méthodique de la tactique du front unique, conformément aux décisions des Congrès de l'Internationale Communiste.

NOTRE RECU

La classe ouvrière allemande a causé une nouvelle déception au monde révolutionnaire. En octobre et en novembre, tous les yeux étaient fixés sur elle, pleins de confiance dans sa force et dans sa volonté ; mais, de nouveau, les espérances ont été anéanties. Au lieu de la victoire des ouvriers, ce fut la victoire de la dictature militaire.

Il est inutile de se plaindre du sort ou de parler de bluff sans un examen sérieux. Il faut examiner les causes de la défaite, ainsi que les erreurs qui ont été commises. On pourra ainsi se rendre compte que les enseignements qui découlent de cette défaite ne valent pas seulement pour l'Allemagne, mais aussi pour l'ensemble du prolétariat international.

La situation avant octobre

Quelle était la situation avant octobre ? La guerre a profondément ébranlé les bases de la vie sociale en Allemagne. La Révolution aurait pu créer de nouvelles formes économiques et sociales et donner naissance à des énergies nouvelles. Cela eût évidemment nécessité la destruction de l'ancien ordre social. Le prolétariat allemand, habitué au régime capitaliste, manquant d'expérience et de tradition révolutionnaires, se trouva, en 1918, dans l'incapacité de fournir l'effort nécessaire. La social-démocratie, venue au pouvoir malgré elle, eut peur de la Révolution et rétablit le capitalisme. Mais elle ne réussit cependant pas à le rétablir dans son ancienne splendeur. L'ordre capitaliste, en Allemagne, signifia désormais l'ordre de la destruction et de l'anarchie. Dans l'écroulement général, la production ne fournit qu'un profit restreint ; mais la spéculation, nourrie par la faillite financière du Reich, atteignit des proportions incroyables. La bourgeoisie allemande en haillons spécula à la baisse. Elle mit à l'encan les richesses de la nation, elle dévora

toute l'énergie du prolétariat, elle précipita la petite bourgeoisie dans une misère effroyable et mit toute la société en pièces. Pour bien comprendre ce qui s'est passé, il faut se rendre compte de ce qu'a été pour le rentier français la dépréciation du franc. Mais qu'est-ce que cela, en comparaison de ce qui s'est passé en Allemagne, où le mark n'est pas seulement descendu au cinquième, mais au milliardième de sa valeur ? Cela signifie l'anéantissement de toute épargne, une dépréciation épouvantable de tout revenu fixe, tels que rentes, intérêts, etc. La baisse constante du mark n'eut pas seulement pour résultat d'entraîner une hausse constante du prix des denrées alimentaires, mais aussi une insécurité permanente, qui pesait comme un effroyable cauchemar sur la population tout entière. Le pillage des richesses du pays au moyen de la spéculation entraîna un cercle vicieux : ou chute du mark, et par conséquent possibilité, grâce aux salaires de famine, d'un relèvement de la production, mais d'une production qui ne signifiait, en réalité, rien d'autre que l'abandon à l'étranger de toute la force de travail allemande, ou stabilisation du mark et, par conséquent, impossibilité de concurrencer l'étranger, chômage général, arrêt du travail, famine.

Cette situation entraîna pour le peuple allemand une misère épouvantable. Mais elle fournit en même temps au gros capital et, en particulier, à l'industrie lourde, la possibilité de renforcer sa puissance économique, aux dépens des autres couches sociales et d'acquiescer ainsi une influence de plus en plus grande dans l'Etat, jusqu'à ce qu'il eût complètement soumis ce dernier à sa volonté.

Cette situation n'était pas la conséquence directe du traité de Versailles ; mais ce traité absurde, qui ne pouvait rien apporter au peuple français, contribua énormément à la décomposition de l'Allemagne et à l'aggravation des souffrances du peuple allemand.

La guerre de la Ruhr

La guerre de la Ruhr a agi dans le même sens, en approfondissant et en aggravant la décomposition et la misère de l'Allemagne. Jamais encore le pays, saignant de mille plaies, n'avait été pillé et maltraité comme il le fut à cette époque. Alors que les ouvriers faisaient chaque jour d'immenses sacrifices, alors qu'ils abaissaient volontairement leur niveau d'existence pour pouvoir mener la résistance passive contre Poincaré et le général Degoutte, qu'ils allaient en prison, se laissaient expulser par centaines de mille et qu'ils se faisaient massacrer par les troupes françaises (11 morts, à l'usine Krupp, à Essen, le 31 mars), les capitalistes et les politiciens tarés se lancèrent à la chasse aux subsides. Ils broutaient à tous les râteliers. Ils trompèrent l'Etat et les ouvriers, à l'occasion du paiement des allocations (le gros industriel Otto Wolff, du trust « Phenix », fit un coup de 4 milliards de marks, à une époque où cela représentait encore une somme appréciable). Ils se firent verser par la Reichsbank d'immenses sommes d'argent, qu'ils ne remboursaient pas ou ne remboursaient qu'à un taux infime. Et tandis qu'ils parlaient tous les jours, dans les journaux à leur solde, de résistance passive victorieuse, ils spéculaient à la baisse. Et en tête de tous, Hugo Stinnes, pour le portefeuille duquel la guerre de la Ruhr, quelle qu'en pût être l'issue, fut une victoire.

Pour donner une idée de l'importance du pillage et de la rapidité de l'écroulement, nous reproduisons ci-dessous le tableau représentant la hausse suivie par le cours du dollar en Allemagne en 1923 :

1 ^{er} janvier,	1 dollar = 7.000 marks
18 —	— 23.000.
23 avril	— 30.000.
13 juin	— 100.000.
17 juillet	— 200.000.
28 —	— 1.000.000.
21 août	— 5.000.000.
31 —	— 10.000.000.
7 septembre	— 50.000.000.
15 —	— 100.000.000.
3 octobre	— 500.000.000.
9 —	— 1.200.000.000.
19 —	— 12.000.000.000.
1 ^{er} novembre	— 1.400.000.000.000.
19 —	— 4.200.000.000.000.

C'est là une progression plus rapide que dans la loi de la chute des corps, de Newton. Tel un torrent, le mark dégringole à une vitesse de plus en plus folle.

Il est impossible de calculer la somme de richesses qui est passée, durant tout cet intervalle de temps, des poches du peuple allemand dans les poches des gros capitalistes. Mais les conséquences de ce pillage apparaissent clairement : un appauvrissement absolument inouï du peuple allemand, une destruction épouvantable de richesses économiques et sociales, un enrichissement insolent et une augmentation considérable de la puissance d'une petite poignée de « surhommes », une profonde démoralisation dans toutes les couches de la population, une insécurité croissante de l'existence même des couches sociales traditionnellement les plus « solides », une angoisse épouvantable devant le destin aveugle, impitoyable, un sentiment de colère froide dans toutes les couches de la population, une décomposition de la structure politique du peuple allemand, une progression rapide des éléments d'extrême droite et d'extrême gauche.

Les préparatifs de la contre-révolution

Toute confiance en la démocratie disparut. Elle ne subsista que dans la cervelle obtuse de quelques leaders social-démocrates, d'où rien ne pourra l'extirper. Le Reichstag devint un épouvantail à moineaux, l'objet de la risée générale. Le besoin d'une dictature salvatrice se fit sentir de plus en plus fort. Mais de quelle dictature ?

Le gouvernement Cuno, qui avait assisté impasiblement à la décomposition du peuple allemand, qui avait fortement encouragé le pillage, exploita la recrudescence des sentiments nationalistes, l'absence du contrôle de l'Entente, et la défaillance de la démocratie pour se préparer énergiquement à la guerre civile inévitable. Son premier acte, avant même de prendre le pouvoir, fut de conclure un accord secret avec les dirigeants monarchistes de Bavière. Il accorda toute liberté d'action aux bandes fascistes. La caricature qui s'intitule *Tribunal suprême pour la défense de la République* favorisa l'activité des organisations de meurtre. Le général von Seeckt, commandant de la Reichswehr, travailla énergique-

ment à la création d'une Reichswehr noire, composée des associations nationalistes « dissoutes » et « interdites ». L'industrie lourde soutint les organisations fascistes en leur accordant d'énormes subsides. On se prépara ouvertement à la guerre civile.

Dans le parti social-démocrate, une forte poussée à gauche se manifestait. Les masses se soulevaient contre leurs chefs.

Dans la classe ouvrière, le désespoir morne fit place à une violente colère. Des combats extrêmement acharnés eurent lieu. Des émeutes de la faim se multiplièrent. Elles furent presque toutes réprimées dans le sang, mais elles développèrent chez les ouvriers la conscience de leur force et de la nécessité de la lutte

Progrès du Parti Communiste

Entre temps, le Parti communiste récoltait les fruits de son travail d'éducation acharné et de sa fermeté d'attitude. Les masses ouvrières se rendirent compte que, seul, ce Parti avait toujours défendu leurs intérêts, au prix des plus grands sacrifices. Le nombre de ses adhérents s'accrut considérablement. Il gagna la confiance même d'une partie de la petite-bourgeoisie désespérée. Le Parti multiplia ses efforts. Il suffit, pour en donner une idée, d'indiquer que les meetings organisés journalièrement par le Parti dans toutes les villes du pays, et qui s'adressaient à toutes les couches de la population, étaient toujours bondés. Le fait que le Parti français, après une campagne intense contre la vie chère, a convoqué en tout 24 meetings dans tout le pays, démontre, à lui seul, la faiblesse du P. C. F. et l'indifférence politique des masses ouvrières françaises. A Berlin seulement, dans une campagne analogue, nous avons organisé un nombre égal de meetings, dont la plupart réunirent plus de 5.000 auditeurs. Nous fîmes de grands progrès dans les syndicats. Le mouvement des Comités d'usine gagna en dimensions, en conscience et en forme.

La force du K. P. D. eut l'occasion de se manifester à différentes reprises. Lorsqu'au mois de mai, le corps de Worovski fut transporté à Breslau, il fut suivi par des centaines de mille de prolétaires couverts de haillons. A l'occasion du Congrès de Hambourg de la 2^e Internationale, on vanta Hambourg comme étant la forteresse inébranlable de la social-démocratie, et que les communistes n'étaient qu'une poignée d'abominables coquins et d'aventuriers. Mais, pendant le Congrès, le Parti communiste organisa successivement, presque sans aucune préparation, deux grandes manifestations, si puissantes, si imprégnées d'esprit révolutionnaire, qu'elles arrêtaient net la raillerie dans la gorge des réformistes, et que, contrairement à leurs précédentes calomnies, ils furent obligés de reconnaître, à la face du Congrès, la force de notre Parti. On dit qu'à la vue de ces manifestations communistes, M. Léon Blum rentra la tête dans les épaules, comme font les veaux quand ils entendent le tonnerre.

Le Parti fournit une nouvelle preuve de sa force à l'occasion de la journée antifasciste. On s'était proposé de faire de cette journée une grande manifestation pacifique de la volonté de la classe ouvrière de se défendre contre le danger réactionnaire. Etant donné l'état de tension politique existant, on crut sérieusement que le Parti se propo-

sait de s'emparer du pouvoir. Les manifestations furent interdites. On mobilisa toutes les forces de l'Etat (police verte et bleue, Reichswehr, etc.). Des rangées de fil de fer barbelé furent tendues à travers les rues en de nombreux endroits de la ville, comme si la bataille décisive allait s'engager. Le Parti se trouva brusquement placé devant la question de savoir s'il devait engager cette bataille. Le Comité central déclara : « Non, nous n'engagerons pas la bataille, mais nous ne ferons pas un pas en arrière de plus qu'il n'est absolument nécessaire pour éviter la bataille décisive ». Il ne fallait enfreindre l'interdiction que là où le Parti était assez fort, là où la situation politique était favorable, dans certaines régions bien déterminées. Partout ailleurs, et jusque dans les bourgades villageoises, il fallait organiser des meetings et transformer toutes les rues de toutes les villes en un immense champ de propagande, au moyen de la vente de nos journaux et de nos publications, en recrutant des adhérents à notre Parti, en chantant des chants révolutionnaires dans les cours des quartiers ouvriers, et en participant activement aux discussions, courantes en Allemagne, aux époques de haute tension politique, dans les rues et sur les places publiques. On avait interdit les manifestations communistes dans les rues ; il fallait faire en sorte que toutes les rues servissent de champ à l'action politique du Parti communiste. Cette tâche fut remplie avec un enthousiasme merveilleux. Tout le prolétariat allemand fut mobilisé. En Saxe, on vit marcher pour la première fois les centuries prolétariennes. Dans certaines contrées, particulièrement à la frontière des régions occupées, il y eut des bagarres avec la police. Au lendemain de la journée antifasciste, le Parti pouvait dire, avec fierté et sans exagération : en face de la contre-révolution en marche, nous avons fait un exercice en vue de la bataille.

Vint, en août la grève générale contre le gouvernement Cuno. La situation politique et économique était devenue absolument insupportable. La cessation de la résistance passive, qui avait englouti des sommes formidables, et qui avait été à un tel point sabotée par la bourgeoisie, qu'il n'était plus même possible de parler de résistance, s'imposait. La dégringolade folle du mark chassait les marchandises du marché.

Les salaires ne parvinrent pas à rattraper la hausse du coût de la vie. On ne put pas les payer, parce qu'il n'y avait pas d'argent. La presse à fabriquer les billets de banque ne travaillait pas assez vite, quoique les divers Etats, les communautés et même les industriels, imprimassent chacun leurs propres billets. L'anarchie régnait partout, des pillages se produisirent dans un grand nombre de villes et à la campagne. C'est alors que le Parti communiste lança le mot d'ordre de la grève générale pour renverser le gouvernement Cuno. La grève prit des proportions considérables. Elle exerça une telle pression sur la bourgeoisie que le Parlement ne fut plus en état de maintenir le gouvernement Cuno au pouvoir. La social-démocratie, sous la pression de ses propres adhérents, déposa une motion de méfiance au gouvernement, dans la crainte de perdre tout crédit auprès de la classe ouvrière. Le gouvernement Cuno fut renversé.

C'était là le premier succès politique que la classe ouvrière allemande avait obtenu depuis 1917, après toute une série de défaites.

C'était le premier grand triomphe du Parti communiste, qui, pour la première fois, ne s'était pas heurté à la résistance de la social-démocratie et des syndicats, mais avait abattu cette résistance à la tête des masses ouvrières.

La victoire était grande, mais le résultat montra que la bataille décisive n'avait pas encore été engagée. Un nouveau gouvernement de coalition, dirigé par Stresemann et les social-démocrates Robert Schmidt, Hilferding et Sollmann, avait été constitué. Stresemann déclara que son gouvernement serait le dernier gouvernement constitutionnel du pays. Après lui, devait venir la dictature, et à nouveau se posa la question : Quelle dictature ?

Le gouvernement Stresemann était plus faible que tous les gouvernements qui l'avaient précédé au pouvoir. C'était le gouvernement de la honte nationale, de la soumission à la volonté de Poincaré. Poincaré le traitait avec mépris, à coups de pied. Il était exclu des affaires extérieures. Celles-ci étaient réglées uniquement par les gros industriels et le gouvernement français. Le gouvernement Stresemann fut combattu par la grande in-

dustrie, devant qui il était sans volonté et sans force. Il ne parvint même pas à se faire obéir de ses fonctionnaires, ce dont Hilferding, particulièrement, fit l'expérience, lorsque, en qualité de ministre bourgeois des Finances, il sacrifia ses convictions économiques et son prestige politique, et fut ballotté de droite et de gauche comme un petit enfant, jusqu'à ce qu'il fût ignominieusement chassé du gouvernement. L'armée se décomposait. L'indiscipline régnait. Avec la chute du mark, la décomposition économique du pays fit des progrès gigantesques. Le chômage s'accrut d'une façon catastrophique. La famine était partout.

Le mouvement séparatiste en Rhénanie, dans le Palatinat, en Bavière, progressait de jour en jour. Le Reich fut à la veille de la dislocation. Les bandes de Hitler menaçaient d'envahir la Thuringe. Le 27 septembre, l'Etat de siège fut proclamé en Bavière, et le jour suivant, dans le reste du pays. Le 30 septembre, la Reichswehr noire fit une tentative de putsch à Cüstrin.

La guerre civile se trouva dès lors placée à l'ordre du jour, non plus de la discussion, mais de l'histoire.

(La fin au prochain numéro.) G. BERLING.

RENCONTRES AVEC PLEKHANOV

Je n'ai que peu de souvenirs personnels sur Plékhanov. Mes entrevues avec lui ont été assez rares. Peut-être néanmoins seront-elles de nature à intéresser le lecteur.

En 1893, muni d'une lettre de recommandation pour P. Axelrod, je quittai la Russie et partis pour Zurich, car il me semblait qu'à l'étranger seulement je pourrais acquérir les connaissances qui m'étaient nécessaires.

Axelrod et sa famille m'accueillirent avec une bonté charmante. J'étais déjà alors plus ou moins consciemment marxiste et me considérais comme membre du parti social-démocrate (j'avais 18 ans, mais il y avait déjà deux ans que je travaillais comme agitateur et propagandiste). Néanmoins je suis, dans une mesure considérable, redevable à Axelrod de ma formation socialiste et, quoique dans la suite nos voies aient fortement divergé, je le considère avec reconnaissance comme un des maîtres qui ont eu sur moi la plus heureuse influence. A cette époque, Axelrod professait une vénération profonde pour Plékhanov et n'en parlait qu'avec la plus vive admiration.

Ce sentiment, confirmé par les impressions que j'avais retirées moi-même de la lecture de « Nos divergences de vue » et de quelques articles de Plékhanov, me faisait attendre avec une impatience fébrile, presque anxieuse, le moment de ma première entrevue avec celui que je regardais, non sans raison, comme un grand homme.

Plékhanov, qui était à Genève, arriva enfin à Zurich. Un grand conflit sur la question nationale divisait alors les socialistes polonais. Les social-nationalistes avaient pour porte-parole à Zurich, Iodko. Nos futurs camarades étaient représentés principalement par Rosa Luxembourg, alors étudiante à l'Université de Zurich. Plékhanov devait se prononcer sur le conflit. Le train ayant eu du

retard, il n'arriva à l'assemblée qu'au milieu du discours de Iodko et son apparition dans la salle du syndicat des ouvriers allemands *Eintracht* eut, pour moi surtout, un caractère quelque peu solennel.

C'était en 1894. Plékhanov avait légèrement dépassé la trentaine. Elancé, un peu maigre, la taille prise dans une redingote irréprochable, il attirait l'attention par un regard d'un éclat extraordinaire brillant sous des sourcils épais qui conféraient à sa physionomie un caractère particulier. Plus tard, au Congrès de Stuttgart, un journal, parlant de Plékhanov, le qualifiait de « personnalité aristocratique ». Et, en effet, tout en lui : maintien, prononciation, voix, manières, respirait une distinction suprême ; il était, de la tête aux pieds, grand seigneur. Peut-être son extérieur pouvait choquer quelque peu l'instinct prolétarien, mais comme on savait que cet homme était un révolutionnaire irréductible, l'ami fidèle et le pionnier du mouvement ouvrier, son aristocratie touchait à la fois et en imposait. « Voilà, se disait-on avec fierté, les hommes qui sont avec nous. »

Mon intention n'est pas de faire ici la caractéristique de Plékhanov, mais lorsque je le vis pour la première fois, il y avait dans son extérieur et dans ses manières je ne sais quoi qui me fit penser immédiatement : c'est ainsi que devait être Herzen. Plékhanov vint s'asseoir à la table où nous étions, Axelrod et moi, et échangea avec nous quelques paroles aimables.

Son intervention à la tribune me déçut quelque peu, surtout après le discours tranchant et fulgurant de Rosa Luxembourg. Quand cette dernière eut fini de parler et que les applaudissements eurent cessé, le vieux Greulich à la tête chenue monta à la tribune et, d'une voix solennelle, déclara : « Le camarade Plékhanov va parler. Il

fera son discours en français. On vous le traduira, mais je vous demande, mes amis, de garder le silence absolu et de suivre avec attention l'orateur.»

Cette invitation au silence religieux et l'immense ovation qui accueillit Plékhanov à son apparition à la tribune m'émurent jusqu'aux larmes et, à cet instant, je me sentis fier de mon « grand compatriote » ; mais, je le répète, son discours même me causa une légère déception.

Plékhanov voulait, pour des considérations politiques, occuper une position intermédiaire. En tant que Russe, il éprouvait, on le voyait, une certaine gêne à se prononcer contre le nationalisme polonais, quoique théoriquement il adoptât entièrement la thèse de Rosa Luxembourg. En tout cas, il se tira avec honneur et élégance de sa difficile tâche et joua le rôle de conciliateur expérimenté.

Plékhanov resta quelques jours à Zurich et, pour avoir l'occasion de parler avec lui, je passais, au risque de paraître manquer de tact, des journées entières chez Axelrod.

Plékhanov lui-même, d'ailleurs, aimait causer. J'avais de la lecture, je n'étais pas sot et très batailleur. Malgré mon respect pour Plékhanov, je maintenais mordicus mes opinions ; je me rebiffais et le provoquais, surtout dans les questions philosophiques. Ma fougue ne lui déplaisait pas, et il acceptait la dispute, parfois jouant avec moi comme un terre-neuve avec un roquet et me renversant d'un coup de patte inattendu, parfois se fâchant et parfois me donnant avec bonté les explications dont j'avais besoin.

L'esprit de Plékhanov, sa merveilleuse souplesse, l'étendue de ses connaissances, donnaient à sa conversation un attrait incomparable. C'était véritablement une magnifique intelligence.

Néanmoins, Plékhanov n'ébranla pas ma foi en l'empiro-criticisme d'Avénarius ; d'ailleurs, il lui était difficile d'en saper la philosophie, car il ne s'était pas donné la peine de l'étudier. Il me disait parfois, par manière de plaisanterie : « Puisque vous voulez à tout prix patauger dans la théorie de la connaissance, parlons plutôt de Kant ; celui-là, au moins, était un homme ». Peut-être aurait-il pu, s'il l'avait mieux connu, battre en brèche l'empiro-criticisme, mais en l'occurrence, ses coups, comme il le constatait lui-même, portaient souvent à faux. Par contre, nos conversations sur les grands idéalistes : Fichte, Schelling et Hegel eurent sur moi une immense influence.

Certes, je n'ignorais pas à cette époque l'importance de Hegel dans l'histoire du Socialisme ; je savais parfaitement qu'il est impossible de comprendre la philosophie marxiste de l'histoire sans une connaissance approfondie de ce grand penseur.

Plus tard, dans une de nos disputes publiques, Plékhanov me reprocha de n'avoir pas suffisamment travaillé Hegel. En réalité, grâce en partie à Plékhanov, je l'avais déjà étudié assez sérieusement, mais, même sans lui, je l'aurais fait, car j'ai toujours considéré que c'est là un devoir pour un homme qui se prépare à devenir un théoricien du socialisme. En ce qui concerne Fichte et Schelling, il me semblait suffisant de les connaître par des manuels d'histoire de la philosophie, et leur doctrine, je l'avoue, m'intéressait assez peu. Mais, un jour, Plékhanov m'en parla avec un tel enthousiasme — sans naturellement tomber dans l'erreur et proclamer, comme Strouvé plus tard, le retour à Fichte — il prononça un éloge si ardent, si judicieux et si éloquent de Fichte et de Schel-

ling, fit apparaître à mes yeux avec un tel relief les figures monumentales de ces penseurs, que je courus immédiatement à la Bibliothèque Nationale de Zurich et me plongeai des jours durant dans la lecture de ces grands idéalistes qui, je puis le dire, ont mis sur ma conception du monde et ma personnalité même une empreinte ineffaçable.

Il est regrettable que Plékhanov n'ait donné que des réflexions hâtives sur les grands idéalistes. Il les connaissait à fond et aurait pu écrire sur eux un livre non moins brillant que son ouvrage sur *Les précurseurs matérialistes du marxisme*. Néanmoins, je soupçonne que Helvétius et d'Holbach, auxquels il resta toujours fidèle, lui étaient plus proches et cadraient mieux avec son esprit quelque peu éclectique. Mais ce serait lui faire injure que de croire qu'il méconnaissait cette autre racine puissante du marxisme.

Plékhanov me proposa de venir passer quelque temps auprès de lui pour continuer nos entretiens, mais ce ne fut que beaucoup plus tard, environ un an après, que je pus, de Paris, me rendre à Genève. Jours heureux ! Plékhanov écrivait alors sa préface au *Manifeste du Parti Communiste* et s'intéressait beaucoup à l'art, qui était sa passion. Aussi la question de la dépendance de la superstructure à l'égard de la base économique, particulièrement dans l'histoire de l'art, était-elle le principal sujet de nos conversations. Je le voyais alors soit dans son cabinet, soit à la brasserie Landolt, où nous passions parfois des heures entières à causer tout en absorbant force chopes de bière.

Je me rappelle encore l'impression extraordinaire que produisit sur moi un de nos entretiens. Plékhanov allait et venait dans son cabinet, me démontrant quelque chose. Tout à coup, il se dirigea vers l'armoire, en sortit un grand album, le posa devant moi sur la table et l'ouvrit. C'étaient de merveilleuses gravures des tableaux de Boucher, extrêmement licencieux et, d'après mes conceptions d'alors, presque pornographiques. Je le déclarai sans détour, ajoutant que ce genre était éminemment caractéristique de la décadence de la classe dirigeante avant la révolution.

« Oui — dit Plékhanov en me regardant de ses yeux brillants — mais voyez quelle beauté, quel style, quelle vie, quelle élégance, quelle sensualité ! »

Je ne rapporterai pas le reste de notre conversation : ce serait tout un Traité sur l'art rococo. Je me bornerai à signaler que Plékhanov développa et soutint plus ou moins les principaux arguments de Hausenstein, sans dire pourtant nettement, autant que je me souviens, que l'art de Boucher n'était en somme que l'art bourgeois raffiné par l'atmosphère de la cour.

Ce que j'admirais surtout en Plékhanov, c'était son sens esthétique, sa liberté de jugement dans l'art. Il avait un goût sûr, infaillible. Une œuvre lui déplaisait-elle, il en donnait en deux mots d'une ironie cinglante une appréciation à laquelle il était impossible de rien répliquer. Pour les œuvres qu'il aimait, il en parlait avec une justesse et, parfois, une émotion profonde. Les courtes études, si nourries et si variées, qu'il a publiées, ont apporté une contribution immense à l'histoire de l'art.

Jamais la lecture d'un livre, la visite d'un musée ne m'a donné autant qu'une de mes conversations d'alors avec Plékhanov.

Malheureusement, nos autres entrevues eurent lieu dans des circonstances moins favorables, sur l'arène politique où nous étions plus ou moins ennemis. Après Genève, je ne vis plus Plékhanov

avant le congrès de Stuttgart. Notre délégation bolcheviste m'avait chargé de la représenter à l'une des commissions les plus importantes du congrès : celle qui devait fixer les rapports du parti et des syndicats. Plékhanov, lui, représentait les mencheviks. Nous eûmes tout d'abord une dispute au sein de notre délégation russe. Après un vif débat, nous obtînmes la majorité des voix, et les hésitants se rallièrent à nous. Il ne saurait être question naturellement d'une victoire personnelle de moi sur Plékhanov, qui, quoique sa thèse fût condamnée d'avance, la défendit avec un éclat incomparable. Il soutenait que l'alliance étroite des syndicats et du Parti pouvait être funeste à ce dernier, que la tâche des syndicats était d'améliorer la situation de l'ouvrier dans le cadre du régime capitaliste et celle du parti de renverser ce régime. En somme, il était pour l'indépendance des syndicats. La tendance opposée était représentée par le Belge de Brouckère, qui était alors très gauche, mais qui, dans la suite, dévia complètement de la ligne du socialisme. De Brouckère préconisait la nécessité pour les socialistes de noyauter le mouvement syndical, tout en conservant l'unité de la classe ouvrière, revendiquait pour le parti le rôle dirigeant, etc. Dans l'atmosphère surchauffée des débats que provoquait alors la question de la grève générale comme instrument de lutte, tous étaient prêts à reviser leurs points de vue, tous estimaient que le parlementarisme devenait une arme de plus en plus insuffisante, que le Parti ne pourrait faire la révolution sans les syndicats et qu'au lendemain de la révolution ces derniers auraient un rôle capital à jouer dans l'organisation du nouvel ordre social. Aussi la thèse de Plékhanov, dont le représentant international était Guesde, fut-elle en fin de compte rejetée par la commission et par le congrès lui-même.

A cette époque, ce qui me frappa en Plékhanov, ce fut une certaine rigidité. Pour la première fois, son orthodoxie me parut quelque peu figée. Je sougeai alors que la politique n'était pas son fort. On le voyait bien d'ailleurs par ses étranges oscillations entre les deux grandes fractions de notre Parti.

Notre rencontre suivante eut lieu au Congrès de Stockholm. L'irrésolution de Plékhanov s'y manifesta assez visiblement. Il ne fut pas alors un menchevik décidé : là aussi il voulait jouer le rôle de conciliateur, prêchait l'unité, affirmait qu'en cas de progression du mouvement révolutionnaire les mencheviks ne trouveraient d'alliés que parmi les bolcheviks et inversement. En même temps, la netteté de la position du bolchevisme l'effrayait. Il lui semblait que ce dernier n'était pas orthodoxe. Selon les mencheviks, la révolution bourgeoise en Russie devait amener la monarchie constitutionnelle ou, dans l'hypothèse la plus favorable, la république bourgeoise. La classe ouvrière devait soutenir les protagonistes de cette révolution, les capitalistes, tout en leur enlevant le plus possible de positions pour constituer une opposition solide et, en fin de compte, faire la révolution. La révolution bourgeoise était séparée de la révolution socialiste par un temps d'une durée illimitée.

Quant à Trotsky, il soutenait que, sans coïncider, les deux révolutions étaient intimement liées et formaient en quelque sorte une révolution continue. Une fois entrée dans la période révolutionnaire par la révolution bourgeoise, la Russie, et avec elle le monde, ne pourrait en sortir avant le parachèvement de la révolution sociale. En formu-

lant ces vues, Trotsky, on ne saurait le nier, faisait preuve d'une grande perspicacité, quoiqu'il se trompât de quinze ans. Je signalerai pour mémoire que, dans un éditorial de la *Novoïa Jizn*, j'avais, moi aussi, exprimé la possibilité de la conquête du pouvoir par le prolétariat et du maintien, sous la direction de ce dernier, du capitalisme évoluant rapidement vers le socialisme. J'avais tracé alors un tableau très proche de celui que nous offre actuellement la *Nep*, mais je fus vigoureusement tancé par L. Krassine, qui trouva mon article imprudent et peu marxiste. Les bolcheviks, et en premier lieu Lénine, étaient, en effet, assez réservés ; ils ne disaient pas que la révolution sociale prolétarienne était commencée, mais ils estimaient qu'il fallait faire progresser le plus possible cette révolution. Sans se livrer à des suppositions et conjectures lointaines — ce qui n'est pas du tout dans leur esprit — les bolcheviks, pratiquement, suivaient avec assurance la voie juste. Pour faire la « révolution plebéenne » à l'instar de la grande Révolution française et avoir la possibilité de la pousser plus loin que 93, l'alliance avec la bourgeoisie ne pouvait être d'aucun secours, et c'est pourquoi notre tactique comportait la rupture avec la bourgeoisie. Mais nous ne voulions pas isoler le prolétariat. Nous lui indiquions la tâche immense qu'il avait à accomplir : organiser autour de lui la paysannerie, et en premier lieu les paysans pauvres. C'est ce que Plékhanov ne pouvait comprendre. Interpellant Lénine, il lui citait l'aphorisme fameux : « Tes nouveautés sentent étrangement le passé ». Quel passé ? Celui des socialistes-révolutionnaires. Plékhanov croyait que le fait de nous rapprocher de la paysannerie nous obligerait à marcher avec les socialistes-révolutionnaires et nous ferait perdre notre caractère prolétarien. C'était là une incompréhension manifeste de la réalité. Néanmoins, il faut reconnaître que, malgré l'étroitesse, la rigidité excessive de son orthodoxie, Plékhanov n'avait pas entièrement tort.

En effet, pendant notre révolution, n'avons-nous pas été un temps obligés d'admettre les socialistes-révolutionnaires de gauche au gouvernement ? Cette mesure était-elle sans danger ? Ne sommes-nous pas heureux maintenant que, par leur politique infantine, les socialistes-révolutionnaires se soient mis eux-mêmes dans la nécessité de sortir du gouvernement ? Si les appréhensions de certains camarades (Chliapnikov, Kollontai et autres) sur la déviation possible du pouvoir soviétiste vers la paysannerie sont dénuées de fondement, on en voit néanmoins clairement la raison. A l'heure actuelle, on ne saurait même dire avec certitude par où passera la résultante des forces du gouvernement ouvrier et paysan, quoique tout semble prouver, comme le prédisait Lénine au 2^e Congrès, que le fardeau énorme de la paysannerie, que nous serons obligés de traîner, ralentira notre marche, mais ne nous fera pas dévier de la droite menant au communisme.

Mais tout cela n'est apparu que plus tard. A cette époque, la révolution ouvrière et paysanne était pour nous la révolution prolétarienne, et la révolution ouvrière bourgeoise une trahison à la classe ouvrière. Cela était clair pour nous, mais non pour Plékhanov, dont l'attitude irritait alors extrêmement nombre de nos camarades. Je me souviens encore comment, un jour, Alexinsky, bolchevik ardent à cette époque, montrait le poing à Plékhanov en train de prononcer un discours des plus mordants et allait s'élançer sur lui s'il n'avait

été retenu à temps par le camarade Siédoi, qui pourtant, lui non plus, ne brillait pas par la patience

Hélas ! quelle triste alliance Alexinsky et Plékhanov ne devaient-ils pas conclure dans la suite !

Je répondis à Plékhanov au Congrès de Stockholm. Je m'attachai principalement à opposer son point de vue à celui d'un autre orthodoxe, Kautsky. C'était facile, car à cette époque Kautsky, dans sa brochure : *Les forces motrices de la révolution russe*, s'était prononcé dans notre sens. Mais ce qui irrita surtout Plékhanov, c'est que, ripostant à son reproche de conspiration et de blanquisme, je lui dis que sa conception de la préparation et de la direction pratiques de la révolution semblait tirée de l'opérette : la *Fille de Madame Angot*. Aussi sa réponse à mon égard fut-elle dépourvue de toute aménité.

Quelques années plus tard, nous nous rencontrâmes de nouveau au Congrès international de Copenhague, après l'écrasement définitif de la première Révolution russe. Je représentais alors, avec voix consultative, le groupe *Vpériod* (En avant !), mais, pratiquement, j'étais entièrement avec les bolcheviks, qui m'avaient accueilli parmi eux et m'avaient même chargé d'être leur délégué à la Commission coopérative. Le tableau, *mutatis mutandis*, fut le même qu'à Stuttgart. Plékhanov soutint la séparation rigoureuse entre la coopération et le Parti, craignant pour ce dernier l'influence de l'esprit petit-bourgeois coopératif.

Pourtant, au Congrès de Copenhague, Plékhanov était plus près des bolcheviks que des mencheviks. Lénine, autant que je me souviens, ne s'intéressait pas beaucoup, alors, à la coopération. Néanmoins, après avoir entendu mon rapport et les objections de Plékhanov, la délégation russe adopta, avec certaines réserves, une résolution analogue à celle de Stuttgart. Mais, cette fois, Plékhanov avait peu travaillé la question, de sorte que je n'eus pas beaucoup à discuter avec lui.

Quoique jusqu'à un certain point adversaires politiques, nous eûmes alors les meilleures relations personnelles. Plékhanov m'invita plusieurs fois chez lui ; après les séances, nous rentrions ensemble et il partageait avec moi, au point de vue littéraire surtout, ses impressions sur le congrès. Il avait beaucoup vieilli et sa santé, fortement atteinte, nous inspirait alors les plus vives inquiétudes. Néanmoins, il n'avait rien perdu de son esprit mordant et donnait, des gens et des choses, des caractéristiques saisissantes, dans lesquelles, pourtant, on sentait manifestement la partialité. Il aimait surtout la vieille garde et parlait avec un enthousiasme particulier de Guesde et de Lafargue (déjà mort à cette époque). Parfois, je mettais la conversation sur Lénine, dont je faisais l'éloge le plus chaleureux. Mais, alors, Plékhanov se déroba et, quoiqu'il fût plutôt bienveillant pour Lénine, il ne se prononçait jamais nettement sur lui. Il avait des mots typiques. Un jour, au cours d'un discours de Vandervelde, il me dit : « Voyons, n'est-ce pas là un archi-diacre ? » Depuis, ce mot m'est resté gravé dans la mémoire, à tel point que la rhétorique pompeuse de l'illustre Belge me rappelle invinciblement l'éloquence sacrée. Une autre fois que Bebel était à la tribune : « Voyez le vieux, me dit-il, tout à fait la tête de Démosthène ». Et aussitôt le masque de Démosthène, d'après la statue antique, m'apparut : la ressemblance était frappante.

Le Congrès de Copenhague terminé, je dus en faire un rapport à Genève, où j'eus pour adversaire

Plékhanov. Plusieurs discussions privées, parfois sur des sujets philosophiques, furent alors organisées avec la participation de Plékhanov. J'aimais passionnément discuter avec ce dernier, quoique j'eusse affaire à forte partie ; mais je ne relaterai pas ici nos controverses, car je craindrais de manquer à l'impartialité.

Je n'ai pas voulu donner ici une caractéristique de l'homme, du penseur ou de l'écrivain en Plékhanov, mais simplement rapporter quelques-uns de mes souvenirs sur cette monumentale figure historique. Fréquemment, nous fûmes des adversaires ; souvent, il me critiqua et fut acerbe à mon égard dans ses écrits ; néanmoins, j'ai conservé de lui un souvenir enchanteur. Maintenant encore, je songe parfois à ces yeux brillants, à cet esprit étincelant, à ce cerveau extraordinaire, à la fascination irrésistible qui émanait de la personnalité aristocratique de ce grand démocrate, et je me dis que, dans la balance de l'histoire, les côtés faibles de Plékhanov s'atténuèrent ou disparaîtront devant ses merveilleuses qualités.

Dans la littérature russe, Plékhanov s'apparente étroitement à Herzen ; dans l'histoire du socialisme, il appartient à cette constellation (Kautsky, Lafargue, Guesde, Bebel, le vieux Liebknecht) où brillent deux étoiles de première grandeur : Marx et Engels, dont lui, si fort, si intelligent, si mordant et si fier, ne parlait jamais qu'avec l'humble vénération du disciple pour ses maîtres.

A. LOUNATCHARSKY.

Pour se documenter

L'Unité ! L'Autonomie syndicale ! L'emprise du Parti communiste sur les Syndicats ! La Pureté du Syndicalisme !
Que de mots dont on aime à se gargariser sans toujours bien savoir ce qu'il y a derrière ; que de discours creux sur ces questions dans tous nos Congrès et assemblées...

Pour pouvoir apporter un point de vue sérieux dans la discussion de ces importants problèmes révolutionnaires, les camarades doivent se documenter.

La Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge leur offre une documentation solide, avec les trois dernières brochures qu'elle a éditées :

A. HERCLET. — L'Internationale Syndicale Rouge et l'Unité Syndicale 0 75

ANDRÉS NIN. — Les Anarchistes et le mouvement syndical 0 50

— Rapports entre l'Internationale Syndicale Rouge et l'Internationale Communiste 1 50

Les trois brochures ensemble 2 »

Adresser les commandes à la Librairie du Travail, 96, quai Jemmapes, Paris (10^e), ou à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris (10^e).

A la veille de la Révolution (*)

Notre travail révolutionnaire et la diplomatie des réformistes

Grâce aux trafiquants de toute sorte et aux nombreux émigrés touchés par la mobilisation qui se rendaient en Russie, les relations avec Saint-Petersbourg étaient relativement faciles. Les premiers temps, on pouvait transmettre directement les lettres aux passagers des bateaux qui faisaient le service entre Stockholm et les ports finlandais d'Abo et de Raumo. Mais, à mesure que se développaient les hostilités, les frontières étaient plus sévèrement gardées, tous les voyageurs étaient fouillés, de sorte qu'au début de l'hiver il me fallut chercher d'autres moyens de communication.

Dans ce but, je fis connaissance de plusieurs militants syndicaux. Construits sur le modèle des syndicats allemands, dont ils suivaient à peu près la tactique, les syndicats suédois étaient très forts et avaient déjà une expérience considérable. J'entrai en relations avec le président de l'organisation centrale, les ouvriers des métaux, du cuir et des transports. Le président du syndicat des transports, Karl Lindley, admirateur enthousiaste des Anglais, trade-unioniste par tempérament, me fut d'un grand secours dans l'organisation de la liaison avec la Finlande. Il avait de nombreuses relations avec les pêcheurs et les marins du golfe de Bothnie et, grâce à ses indications, je vis qu'il n'était pas difficile d'organiser par mer un service de transport clandestin entre la Suède et la Russie ; mais il fallait y mettre le prix. J'exposai la chose au Comité de St-Petersbourg et à notre fraction parlementaire, mais ils me firent savoir qu'il leur était impossible de me délivrer la somme nécessaire (de trois à cinq cents roubles par mois). Mon entretien même leur était à charge, de sorte qu'un jour, dans une lettre à laquelle ils jignaient cent roubles, ils me prévinrent d'avoir désormais à me débrouiller par mes propres moyens. Il ne fallait pas songer à trouver du travail, la guerre ayant provoqué au début un fort chômage en Suède. Quant à la colonie russe, qui comptait pourtant un grand nombre de riches commerçants, je savais fort bien qu'il était inutile de m'adresser à elle. De son côté, le Comité Central de notre Parti à l'étranger était trop pauvre pour m'assigner les fonds nécessaires. Pour continuer mon action, j'eus recours aux emprunts ; néanmoins, je dus limiter considérablement le nombre de mes envois.

Dans les premiers jours de novembre parut le 33^e numéro du *Social-Démocrate*. Il s'agissait de le faire parvenir en Russie. C'est alors que je résolus d'utiliser mes relations parmi les cordonniers.

Comme on fouillait les gens à la frontière, les voyageurs allant en Russie refusaient de se charger de documents compromettants. Il fallait trouver un moyen de dissimuler les envois. Je donnai mes souliers à un cordonnier qui m'avait été spécialement recommandé comme un homme sûr et lui demandai d'en évider le talon et la semelle et d'y mettre les numéros du *Social-Démocrate*, imprimé sur papier extrêmement mince. La chose faite, je portai quelque peu mes chaussures pour qu'elles ne parussent pas

nouvellement réparées. Dans la première paire, on ne put faire entrer que très peu de numéros, qui furent expédiés par des voies détournées au camarade Pétrovsky à St-Petersbourg. Mais mon ami le cordonnier acquit bientôt une telle habileté qu'il parvint à insérer jusqu'à vingt numéros dans une paire de chaussures.

La parution de l'organe de notre Parti, où se trouvait nettement déterminée l'attitude à adopter par la social-démocratie révolutionnaire envers la guerre, ainsi que la diffusion dans la presse scandinave des nouvelles de Russie et de la réponse de la fraction parlementaire au télégramme de Vandervelde, eurent pour effet de mettre en branle toutes les forces hostiles à la révolution russe. Parmi les émigrés fixés à Stockholm, nous avions alors des ennemis acharnés : les liquidateurs (1) comme Larine (M. Lourier), représentant du Comité d'organisation et correspondant des *Rousskia Viédomosti*, Lévine (Daline), etc. Quoique je ne les connusse pas personnellement, ils m'honoraient d'une haine particulière. Ils accueillirent avec une hostilité, une fureur incompréhensibles toutes les communications de St-Petersbourg que je faisais passer à la presse locale. Ils allaient trouver les camarades suédois et s'efforçaient par tous les moyens de discréditer notre Parti et nos organisations illégales en Russie. Mais leurs efforts échouèrent. Les jeunes social-démocrates comprirent rapidement à qui ils avaient affaire et n'attribuèrent aucune importance aux intrigues de Larine. Quoique malade, ce dernier était d'une activité inlassable et, fréquemment, je ne pouvais m'empêcher d'admirer son dévouement sans borne à la cause de l'opportunisme.

Vers la fin d'octobre 1914, Troelstra, chef des social-démocrates hollandais et opportuniste avéré, arriva à Stockholm pour s'acquitter d'une mission diplomatique que lui avaient confiée les social-démocrates allemands. Il s'agissait d'obtenir le consentement des Suédois au transfert du *Bureau socialiste international* à Amsterdam et d'expliquer aux socialistes scandinaves hésitants que les Allemands avaient raison de « défendre leur patrie ».

Ayant appris que le parti social-démocrate ouvrier russe avait un représentant à Stockholm, Troelstra demanda à me voir. J'y consentis. L'entrevue eut lieu dans un hôtel en présence de Kollontaï et de quelques autres camarades. Larine, qui en avait eu connaissance, vint également accompagné de Daline. Je communiquai à Troelstra les renseignements que j'avais sur la Russie et lui transmis notre *Manifeste* ainsi que la réponse à Vandervelde. Troelstra me demanda de lui exposer sous forme de lettre l'attitude des ouvriers pétersbourgeois envers la guerre et de lui expliquer pourquoi celle des révolutionnaires russes était maintenant tout autre qu'au moment du conflit russo-japonais. Voici cette lettre dont j'ai conservé le brouillon :

Cher camarade,

Vous me demandez de vous écrire ce que pense le prolétariat pétersbourgeois de la façon dont les Allemands posent la question de la « lutte contre le tsarisme ». Tout d'abord, je dois vous dire qu'au moment de la déclaration de guerre, nous, ouvriers de Saint-Petersbourg, Moscou, Riga, Bakou, etc, nous étions dans

(*) Voir les quatre numéros précédents du *Bulletin*.

une période de grèves économiques et politiques. A St-Petersbourg, nous venions de nous battre sur les barricades. Aux jours de la mobilisation, accompagnant les réservistes aux points de rassemblement, les masses ouvrières, en signe de protestation, défilaient par la ville avec des drapeaux rouges. Au début, nous, ouvriers de St-Petersbourg, nous ne pouvions croire à la possibilité de la guerre. Nous savions que, de l'autre côté de la frontière, dans les pays libres, il y avait de puissantes armées d'ouvriers organisés qui, nous l'espérons, ne permettraient pas qu'on les menât s'entretuer.

Mais de tristes nouvelles nous parvinrent. La grande social-démocratie allemande trahissait le socialisme et la solidarité internationale ; l'état-major allemand escomptait vaincre les troupes russes avec le concours de notre révolution. Quant à nos anciens maîtres (Kautsky et autres), ils assignaient à l'impérialisme allemand le rôle de « libérateur » du peuple russe. Nous connaissons trop bien nos ennemis de classe pour nous laisser abuser sur la nature de cette guerre et passer un compromis avec un gouvernement bourgeois quelconque. Notre gouvernement, lui aussi, prétend au rôle de libérateur des nations slaves, quoiqu'il tienne son propre peuple dans l'ignorance et l'esclavage. Mais, quelque horribles que soient les conditions de notre existence, maintenant que nous n'avons plus de presse, notre classe ouvrière, à quelques exceptions près, est loin de donner dans le chauvinisme et d'accorder sa confiance au gouvernement tsariste.

Nous sommes profondément indignés de la fraternisation de la « démocratie » française avec le tsarisme ; par contre, nous nous réjouissons en voyant qu'une partie des socialistes anglais, malgré l'apostasie générale, n'a pas oublié les éléments du socialisme et combat de toutes ses forces les visées de l'impérialisme britannique.

Vous êtes étonné que les révolutionnaires russes aient modifié leur attitude envers la guerre ; en particulier, vous ne comprenez pas la conduite de la « société russe » qui, autrefois, protestait tout entière contre la guerre avec le Japon et qui, maintenant, au contraire, semble s'être réconciliée avec le tsarisme.

En principe, l'attitude des socialistes russes envers la guerre est restée la même ; mais, depuis 1904, la situation a beaucoup changé dans notre pays. Nous avons traversé une époque révolutionnaire où se sont manifestés d'une façon éclatante l'esprit réactionnaire et la polltronnerie du libéralisme. La guerre russo-japonaise a été accueillie défavorablement par la bourgeoisie russe parce que la Mandchourie et les autres territoires d'Extrême-Orient ne présentaient, par suite de leur éloignement et de leur population extrêmement faible, aucun intérêt pour le capital. Aussi, cette guerre était-elle considérée comme une entreprise dynastique, une aventure destinée à favoriser les spéculations de la Cour sur les bois d'Extrême-Orient. La guerre actuelle, menée soi-disant pour la liberté de la Galicie, la République française et la démocratie belge, a également pour le tsarisme un intérêt dynastique ; mais elle a en outre pour les grands propriétaires fonciers et les capitalistes russes un intérêt économique. Pour le tsarisme, la « Grande Russie », c'est le salut contre la révolution imminente ; pour les capitalistes et les seigneurs terriens, c'est l'ouverture des Détroits et la révision du traité commercial par lequel les diplomates du tsar ont vendu en 1907 les intérêts de la Russie au capital allemand. C'est ainsi seulement que s'explique la « volte-face » de la « société russe », le prolétariat excepté.

L'étonnement des socialistes allemands de ne pas nous voir nous réjouir de la « guerre sainte » qu'ils ont déclarée avec leur gouvernement au « tsarisme russe » n'est ni plus ni moins qu'une hypocrisie destinée à masquer aux yeux de la masse leur propre trahison envers l'Internationale et le socialisme.

Dans notre lutte pénible contre le tsarisme, nous avons toujours été heureux de recevoir l'aide de tous ceux qui sont nos frères par le travail et par les idées, mais nous n'avons jamais demandé ni attendu de la féodalité allemande, de l'empereur Guillaume, conseiller et ami du tsar, un secours à la révolution russe.

Nous ne renonçons pas à la lutte contre le tsarisme, mais, dans cette lutte, nous comptons uniquement sur nos forces.

Au lieu d'envoyer Guillaume II à notre aide, les social-démocrates allemands feraient mieux de tourner leurs pièces de 420 contre leurs hobereaux. Quant à nous, nous espérons bien employer contre le tsarisme lui-même son propre matériel de guerre.

C'est là le point de vue que soutiennent également nos frères, les travailleurs de Finlande, qui ont repoussé toutes les avances du capitalisme belliqueux d'Allemagne.

Le prolétariat révolutionnaire russe, avec toutes les nationalités opprimées, espère triompher sans composer avec aucun gouvernement.

Salut fraternel.

A. BELENINE.

Au cours de nos entretiens, je me rendis compte que Troelstra n'était qu'un de ces social-chauvin germanophiles qui foisonnaient alors en Europe. Il soulignait à tout propos le rôle libérateur de la social-démocratie allemande à l'égard de la Russie. Je me refusai catégoriquement à reconnaître l'efficacité des projectiles de 420 sur les ouvriers et les paysans russes et lui déclarai que les Allemands devaient utiliser ces perfectionnements de la technique contre leur propre bourgeoisie. Je le priai de faire savoir que les ouvriers de Pétrograd étaient profondément indignés de l'aide qu'on leur offrait et de transmettre notre salut à Karl Liebknecht et aux camarades qui le suivaient.

Durant l'entrevue, Larine s'efforça de montrer que eux, menchéviks, soit partisans de Trotsky, soit adeptes de Plékhanov, soit membres du Bund, etc., étaient « tout le contraire » des bolchéviks. Il raconta qu'il s'était formé à Varsovie un comité spécial comprenant les représentants du parti socialiste polonais (gauche), de la social-démocratie de Pologne et de Lithuanie (opposition varsoviennne) et du Bund et dont la tâche principale était, soi-disant, de « combattre l'austrophilie dans la société polonaise ».

En réalité, ce comité ouvrier avait été organisé dans un but tout différent. Nos camarades polonais étaient loin du chauvinisme russophile que leur attribuait Larine. Leur position était à peu près la nôtre et ils combattaient infatigablement le chauvinisme. Au nom de la fraction parlementaire groupée autour de Tchkhéidzé, Larine pria de transmettre ses salutations au Vorstand (Comité Central) de la social-démocratie allemande, que j'avais vivement attaqué, et de l'assurer de sa solidarité, etc. Troelstra fut extrêmement heureux de cette déclaration, qu'il eut soin d'inscrire mot pour mot, mais qui pourtant semblait choquer quelque peu les autres menchéviks.

Les négociations des leaders scandinaves avec Troelstra aboutirent à l'organisation d'un congrès des « socialistes des pays neutres ». Les partis socialistes des « pays belligérants » furent invités à présenter des rapports écrits à ce congrès qui devait tout d'abord se tenir en décembre, mais qui fut ensuite reporté au 17 janvier 1915 pour permettre aux Américains d'y participer.

À la fin de l'automne 1914, la police commença à filer un certain nombre de socialistes russes. Je reçus une convocation d'avoir à me présenter personnellement au bureau de police, soi-disant pour me faire enregistrer. Je remarquai bientôt que j'étais tenu à l'œil. Les assemblées de la Maison du Peuple étaient également surveillées. Les journaux réactionnaires et particulièrement les organes germanophiles, dont plusieurs étaient subventionnés par l'ambassade allemande, menaient une campagne acharnée contre les socialistes russes, qu'ils accusaient d'espionnage, de complot, etc. Kollontai, qui prenait une part assez active à l'action des social-démocrates de gauche et de l'organisation féminine fut violemment attaquée

par une feuille réactionnaire de Stockholm et dénoncée à la police. Arrêtée, elle fut mise en jugement, emprisonnée et expulsée au Danemark.

Dès lors, je dus user d'une prudence extrême pour continuer à séjourner et à me déplacer en Suède. Lors de l'affaire Kollontai, j'allai requérir l'aide de Branting. Ce dernier, qui semblait extrêmement mécontent, me déclara que si notre camarade était emprisonnée, c'était sa faute, qu'il ferait pour elle ce qu'il pourrait, mais qu'elle aurait dû suivre son conseil et ne pas s'ingérer dans la vie intérieure du

pays. Néanmoins, les socialistes de gauche m'assuraient alors que l'expulsion de Kollontai n'était pas pour déplaire à Branting lui-même. J'engageai également des pourparlers avec ce dernier pour faire venir à Stockholm les membres de notre Comité Central fixés à l'étranger. Branting m'assura que tous les socialistes russes qui n'avaient pas à leur actif des actes terroristes pouvaient vivre librement en Suède, à condition toutefois « de ne pas s'immiscer dans la lutte politique du pays ».

GHLJAPNIKOV.

Ce que disent les militants

Nous n'avons pu, avant le Congrès de Lyon, publier toutes les lettres intéressantes que nous avons reçues à la suite de notre appel. Mais il n'est pas trop tard pour les donner maintenant. Nous comptons même maintenir en permanence cette rubrique : « Ce que disent les militants », en espérant que, sur toute grande question à l'ordre du jour du Parti et de l'Internationale, il se trouvera des camarades pour formuler des opinions réfléchies et documentées, pour le plus grand profit spirituel du Parti.

J'ai lu avec intérêt vos articles concernant la lutte économique que nos camarades russes soutiennent en ce moment-ci. En accord complet avec vous, j'estime que le prolétariat français, et bon nombre de militants qualifiés, se désintéressent un peu de la question et qu'il faut en toute franchise, non pas faire une critique, mais exposer simplement, en examinant les difficultés du problème, ce que l'on peut croire utile, pour que l'intérêt collectif de nos camarades ne subisse aucun préjudice.

Dès la première phase de la *Nep*, je prévoyais que des difficultés très grandes allaient avoir lieu dans la métallurgie, le textile, etc., en raison de la pénurie des transports et de l'éloignement de la matière première.

Étant mécanicien-électricien de mon métier, j'ai voyagé beaucoup dans notre pays, et depuis l'installation de la modeste usine de chaussures, jusqu'à la puissante firme métallurgique, j'ai pu apprécier le formidable machinisme et les installations monstrueuses...

Travaillant dans ces usines mêmes, étant en contact permanent avec les monteurs et les chefs-monteurs, je sais qu'il faut avoir beaucoup de spécialistes, beaucoup de temps, et beaucoup d'argent, pour arriver à monter de toutes pièces l'usine modèle qui assurera une fabrication moderne, avec une production intensive.

Ces quelques considérations posées, à seule fin de vous montrer que ce n'est point un intellectuel qui parle, mais un simple ouvrier, vous me permettrez d'examiner rapidement le problème que vous posiez dernièrement dans le *Bulletin Communiste*, et d'y apporter une conclusion.

L'État soviétique Russe a vaincu d'énormes difficultés depuis qu'il est au pouvoir. Après avoir

combattu victorieusement la réaction mondiale, et triomphé des contre-révolutionnaires de l'intérieur, il est aux prises actuellement avec la nouvelle politique économique.

La « *Nep* » était nécessaire. Elle a montré que nos camarades, par un vigoureux coup de reins, avaient su s'adapter immédiatement à la situation nouvelle que l'établissement définitif de la Révolution prolétarienne créait dans cet immense pays. Actuellement, l'économie du pays, traverse d'assez grandes difficultés par les méventes des produits fabriqués. Divers faits ont été signalés par Zinoviev et dernièrement par des critiques apportées dans le *Bulletin Communiste*. Personne n'a le droit de se désintéresser de cette grave question, et nous sommes sûrs que nos camarades russes feront l'impossible pour résoudre au mieux ce passage difficile.

En effet, nos camarades ont préconisé dans les résolutions du XII^e Congrès la concentration de l'industrie. C'est ce point seul que je me permettrai d'examiner.

Certes, il est urgent de centraliser les moyens de fabrication et par suite les usines, dans les centres mêmes où se trouve la matière première. Le transport, si long à exécuter dans la Russie immense, en raison de la pénurie des voies ferrées, s'en ressentira grandement. Par suite également, le prix de revient s'abaissera et l'écoulement du produit fabriqué permettra de concurrencer avantageusement les marchés mondiaux, et permettra aussi au prolétariat russe la possibilité d'achat qui lui fait défaut.

Mais de grandes difficultés se présentent. En premier lieu, on nous soumet le cas de transporter sur le lieu même où se trouve la matière, les usines ou ateliers qui travaillent actuellement loin des centres de production. Le démontage des machines, leur transport, leur remontage, l'édification de nouveaux bâtiments, tout cela nécessiterait une perte de temps colossale et des frais énormes.

D'autre part, il faudrait assurer le logement, le ravitaillement, des milliers d'ouvriers qui seraient obligés d'aller dans de nouvelles contrées. La construction des maisons ouvrières constituerait encore une perte de temps, et entraînerait de nouveaux frais.

Je ne crois pas que, avant l'exploitation en pleine activité, les prix des produits fabriqués puissent diminuer sensiblement. Bien au contrai-

re, il y aurait déficit avant l'amortissement des sommes mises à la disposition de cette entreprise formidable. Et puis, un autre fait vient se greffer immédiatement sur la situation nouvelle qui serait créée.

L'élément prolétarien qui domine dans les grandes agglomérations industrielles de l'époque, se trouverait disséminé aux quatre coins de l'Etat soviétique russe. Des villes comme Petrograd et Moscou, perdraient bon nombre d'ouvriers. Ces pionniers révolutionnaires qui ont amorcé et déclanché le renversement du régime bourgeois, qui ont lâché l'outil pour le fusil, et qui maintenant ont remis l'usine en activité, au prix de grands sacrifices et d'abnégations, ceux-là même participeraient pour d'autres contrées, et priveraient les capitales de la garde prolétarienne qui ne doit jamais lui faire défaut.

Quelle serait donc dans la situation actuelle les meilleurs moyens de centralisation dans les régions fournissant la matière première ?

Tout d'abord, chaque centre régional examiné par une commission spéciale d'experts, déterminerait les meilleurs moyens de l'exploitation et de la matière — textile, métaux, naphle, houille, etc.

Les quelques rares usines qui existent déjà seraient renforcées, reconstruites, au besoin agrandies, en construisant des bâtiments comme les industriels français firent pendant la guerre.

Le bois ne manque pas en Russie. En France, nous avons pu voir des usines se monter en trois mois et travailler à plein rendement au bout de six mois. Certes, les conditions ne sont plus les mêmes, mais la nécessité de l'effort à accomplir est un stimulant que nos camarades ne négligeront pas.

Des hangars « Coole » faits de sapins et de pins rustiques, avec des « fermes » légères, soutenant des toitures extrêmement simples, constitueraient le premier travail. La clôture en planches doublées, serait un parfait isolateur du froid, sur le sol, une plateforme en ciment suffisamment résistante pour recevoir les métiers et les machines.

Il faudrait, évidemment, une main-d'œuvre nombreuse, mais sur place, même, on peut trouver des ouvriers ruraux ou des villes sans connaissances spéciales, qui travailleraient à ces constructions encadrés par des spécialistes.

Là, est le point noir. La Russie manque de spécialistes. Il lui en faudra pour le bâtiment, le machinisme, la fabrication. Il faut donc un dévouement des autres pays vis-à-vis de nos frères russes. Le temps n'est plus aux discours, il faut agir. Alors, dans notre Parti français, dans les autres Partis mondiaux, il y a beaucoup de spécialistes.

Il faut faire un appel pressant pour une certaine période, pour que ces camarades apportent leur concours au travail de réorganisation qui s'impose.

Et puis, lorsque les bâtiments prêts, il faudra les peupler de machines, activer ensuite les machines par de la main-d'œuvre, là, les ouvriers de Petrograd, de Moscou ou d'ailleurs seront sélectionnés. Parmi les plus qualifiés, quelques-uns iront en accord complet avec les volontaires des autres pays, prêter leur concours pour montrer à leurs camarades inexpérimentés, la façon de faire fonctionner la machine ou l'outil. Que l'on n'aille pas dire qu'il faille un long apprentissage. La machine devient de jour en jour plus perfectionnée. La jeune femme, l'adolescent, le simple manoeuvre, coupe, taille, fille, décolle, fait marcher les

presses formidables dans les usines métallurgiques bourdonnantes d'activité. Dans peu de jours, on peut faire marcher tous ces rouages. Dans le textile, dans le tissage de la toile, dans la bonneterie, d'immenses machines sont conduites par des jeunes ouvriers, des jeunes femmes, sous la surveillance éclairée d'un ou deux ouvriers experts.

Pour assurer dans le plus court laps de temps possible le renouvellement des cadres, il faudra que les spécialistes, en dehors de la production, fassent des cours pratiques aux néophytes de l'atelier ou de l'usine.

Il y a là un vaste problème qui mérite d'être plus examiné à fond. Néanmoins, à mon avis, il est bon que les usines qui actuellement sont en activité continuent de fabriquer dans l'endroit où elles se trouvent. Elles assureront, en attendant la mise en activité des nouvelles construites, la production actuelle.

Dans le stade de construction, il y aura forcément une période d'inactivité industrielle, mais fortement temporisée par la production qui ne cessera pas, ou tout au moins ne subira pas d'accoups. Que serait-ce si l'on transplantait l'usine ?

Evidemment, il faudra se procurer de nouvelles machines. La production ne fera qu'y gagner. Il faudra également de l'argent, beaucoup d'argent. La banque de l'Etat pourra lancer un emprunt. Cela est hors de ma compétence. Je laisse le soin à ceux qui sont mieux qualifiés que moi, de développer ce dernier point.

Quoi qu'il en soit, le problème russe doit nous intéresser au plus haut degré. Plus vite s'accroîtra la renaissance économique du seul gouvernement ouvrier, plus vite la défaite du capitalisme sera précipitée.

Le Parti français possède un grand nombre de camarades spécialisés dans l'industrie. Que tous ceux qui peuvent apporter leur point de vue personnel le fassent donc sans hésiter.

M. FAURE-BRAC.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.



Ce numéro du « Bulletin Communiste » a été improvisé rapidement, après le Congrès de Lyon, sans qu'on ait la possibilité de donner un commentaire du Congrès, ni des explications nouvelles sur la crise intérieure du Parti communiste russe, ni enfin des articles sur la vie, la pensée, la personnalité de notre maître disparu, Lénine. Le prochain numéro sera consacré à ces trois grands sujets.

